ÉLECTIONS 2021
LES 17 CONSEILS DE LA REDACTION POUR GAGNER !

CAMPAGNE 2021
DECOUVREZ LES THEMES QUI FERONT L'ELECTION

VENTE UNIQUEMENT PAR ABONNEMENT
5972985554741 11

LE JOURNAL DES DEPARTEMENTS

LE JOURNAL DES DEPARTEMENTS N°0-JUIN 2021

GERARD LARCHER
ENTRETIEN EXCLUSIF

INÉDIT :
TOUTES NOS ESTIMATIONS PAR DÉPARTEMENT

DECRYPTAGES :
LOI 4D, INNOVATION FRUGALE ET COVID-19

NOUVEAU

JURIDIQUE :
CONSEILS POUR VOTRE CAMPAGNE PAR NOTRE EXPERT

POUR PASSER COMMANDE
WWW.EXFLUENCE.FR

Par Olivier de Brabois
Rédacteur en chef du journal des département

Un Journal pour les départements, enfin !

Ringard, dépassé. On en a entendu sur les départements.
Il fallait supprimer cette couche inutile. D'ailleurs de beaux esprits parisiens nous le disaient régulièrement. Et puis, avec les (très) grandes régions, la crise des gilets jaunes et celle sanitaire, cette vieille institution a semblé reprendre des couleurs.

Oui, le département vit encore.
Oui le département a de l'avenir.
Partout des expérimentations, des innovations se font jour.
Nous voulons les accompagner.
C'est le but de ce journal.
Nous apporterons des informations spécifiques aux départements : nomination, indiscrétions, actions innovantes, actualité juridique, financière, sociale…
Nous échangerons sur des aspects spécifiques.
Nous vous ferons bénéficier de l'expérience des autres départements.

Nous vous aiderons à trouver des collaborateurs expérimentés et connaissant le niveau départemental.
Avec le groupe Delbo, éditeur de 120 magazines destinés aux collectivités locales nous lançons ce projet commun :
Le Journal des Départements (LJD) dont vous avez le numéro zéro entre les mains.
Nous attendons vos retours pour parfaire et améliorer ce magazine. Ce journal est votre journal. Faites-nous connaître les informations concernant votre département. Nous comptons sur vous.

Bonne lecture !

Olivier de Brabois
LE JOURNAL DES DEPARTEMENTS

Le Journal des Départements
N°0 Juin 2021

1er Partenaire média des départements de France, Le Journal des Départements est un magazine mensuel publié par la société OJP Presse.

Retrouvez-nous sur Linkedin, Facebook, Twitter et Instagram, @lejournaldesdepartements

OJP PRESSE
PUBLIC RELATION

Les articles "Public Relation" publiés dans les magazines du Journal des Départements sont rédigés par les partenaires commerciaux.
Les opinions exprimées ainsi que les illustrations utilisées dans ces articles n'engagent que leurs auteurs.

IMPRESSION DIFFUSION
Les magazines sont imprimés en France chez Imprimerie à Réaction 41 rue du Bréteil 33320 Eysines.

Ils sont diffusés en publipostage ciblé auprès des décideurs et par abonnement ouvert aux entreprises et collectivités des départements Français.

GÉRARD LARCHER ENTRETIEN EXCLUSIF

Lundi 10 Mai 2021 à 14h00, le Président du Sénat recevait l'équipe de la rédaction du Journal des départements. Rencontre

LA PLUME DU RÉDAC CHEF

CAMPAGNE 2021 DÉCOUVREZ LES THEMES QUI FERONT L'ÉLECTION

Par Olivier de Brabois, rédacteur en chef du Journal des Départements.

L'ŒIL DE L'EXPERT

ÉLECTION 2021 LES 17 CONSEILS DE LA RÉDACTION POUR GAGNER !

Par Maurice Leroy, Ancien Ministre, député honoraire et ancien président du conseil départemental de Loir-et-Cher

INÉDIT :

Le journal des Départements a tenté d'analyser la situation, les enjeux et les possibles résultats dans chacun des départements. Il s'agit d'un travail minutieux, bien éloigné des sondages qui ne reflètent pas les réalités locales et cantonales.

DECRYPTAGES : LOI 4D, INNOVATION FRUGALE ET COVID-19

Par : Franck Paulhe DGS du Département des Deux-Sèvres, Président de DGC et Jean-François Grimaud Délégué général d'un Ordre professionnel
Ancien DGS du Département de la Mayenne

GRAND ENTRETIEN JURIDIQUE : DÉCRYPTAGE DE VOTRE CAMPAGNE

Bernard de Froment avocat spécialisé en droit public, associé du cabinet Publica, ancien président du Département de la Creuse.

LE GRAND ENTRETIEN JURIDIQUE : SPÉCIAL DÉPARTEMENTALE 2021

Le Journal des Départements
est une Marque de la société OJP Presse, SAS au capital de 1000 €

SIÈGE SOCIAL
331 rue d'Alsace, 45160 Olivet
France

Directeur de la publication
Jean-Philippe Delbonnel

Rédacteur en chef
Olivier de Brabois

RÉDACTION - Orléans
331 rue d'Alsace, 45160 Olivet
info@ojppresse.com
T 02 46 91 08 57

RÉDACTION - Paris
46 quai Louis Blériot, 75016 Paris
info@ojppresse.com

Ont notamment participé à ce numéro Guillaume Philippot, Olivier de Brabois, Jean-Philippe Delbonnel, Gilles Lagarde, Gérard Larcher, Maurice Leroy, Bernard de Froment, Franck Paulhe, Jean-François Grimaud et Nathalie Bayllot.

TRIBUNES
Vous êtes un(e) élu(e), un(e) décideur politique et vous désirez rédiger une tribune à paraitre dans l'un de nos prochains numéros ? Contactez la rédaction par mail sur info@delbopresse.com en précisant dans l'objet « Tribune LJD ».

PUBLICITÉ
Pour toute information ou demande relative à des insertions publicitaires, envoyez votre demande sur l'adresse info@ojppresse.com en précisant dans l'objet : «Publicité LJD ».

ABONNEMENTS
Société OJP PRESSE
Siège sociale :
331 Rue d'Alsace, 45160 Olivet - France
info@ojppresse.com
T 02 46 91 08 57

MENTIONS LÉGALES
IRCS Orléans
Siret : en cours d'attribution
Code APE 5814Z
N° ISSN : en cours d'attribution
Dépôt Légal 02-2021

CRÉDITS PHOTOS
Unsplash, Delbo Press, OJP Presse, Sites départements, Présidence du Sénat.

Toute reproduction, représentation, traduction ou adaptation qu'elle soit intégrale ou partielle, quels qu'en soient le procédé, le support ou le média, est strictement interdite sans l'autorisation expresse et écrite par le magazine, sauf les cas prévus par l'article L-122-5 du code de la propriété intellectuelle.

EN UNE

ENTRETIEN EXCLUSIF GÉRARD LARCHER

"Il est temps, enfin, d'oser la décentralisation !"

« Mon engagement : la proximité »

Monsieur le Président, vous avez consacré votre vie à la chose publique. Pourquoi un tel engagement ?

La génétique a pu jouer, mon père était élu local dans une commune rurale de l'Orne, en Normandie. Donc un environnement familial à s'occuper des autres, être dans la proximité. C'est la gestion locale qui donne les bases et le sens de la politique. Il s'agit de gérer pour les gens et de gérer aussi les gens. Au fond mon engagement, c'est la proximité. J'ai choisi la mairie très tôt et j'étais un militant politique très très tôt. En classe de première, je m'étais engagé chez les gaullistes, les gaullistes sociaux bien entendu. Et même si mon père était maire, mon engagement n'avait rien à voir avec le sien, même s'il était très proche : mon père était de tradition radical-socialiste, chabaniste si vous voulez.

« Mon attrait : les collectivités territoriales »

Quand je me suis engagé fin 1981 début 1982, à Rambouillet, j'ai naturellement choisi la mairie. J'avais 33 ans. Je suis devenu dans la foulée vice-président de l'Union des maires, et 3 ans plus tard j'ai choisi le Sénat alors qu'en 1986 j'aurais pu être candidat à la députation. En fait mon attrait, c'était et ce sont toujours les collectivités territoriales. Cela a, au fond, structuré tout mon parcours, et mes réflexes. Aujourd'hui encore je viens de vivre le drame de Rambouillet à moins de 250 mètres de chez moi, la rue perpendiculaire à ma rue, des gens que je connais.

J'ai donc les mêmes joies et les mêmes douleurs. C'est peut-être cela qui m'a fait rester les pieds dans la glaise : je continue d'avoir une permanence parlementaire dans ma rue, là où j'ai toujours été. Sans avoir pour autant de nostalgie de la mairie. J'ai eu la chance d'avoir de très bon successeur, Marc Robert.

Il n'y avait eu que deux maires à Rambouillet depuis la guerre, madame Thome –Patenôtre et moi-même, ce qui dénote une certaine stabilité ! Mon successeur a été souffrant et aujourd'hui Véronique Matillon est le premier édile, excellente maire par ailleurs. Et au fond je ressens les mêmes joies et les mêmes douleurs et ça m'est extrêmement utile pour ma mission de sénateur et de président de cette institution. Je n'ai donc jamais coupé le cordon ombilical avec les collectivités territoriales.

« Le Sénat a une mission de représentation des collectivités territoriales »

En juin 2020 vous avez remis au président de la République un rapport avec 50 idées concrètes pour une nouvelle décentralisation. Avez-vous été entendu ? La loi dite 4D représente-t-elle une avancée pour la décentralisation ?

Il faut d'abord se rappeler l'article 24 de la Constitution. Celui-ci donne au Sénat une mission spécifique : assurer la représentation des collectivités territoriales de la République. Nous avons une responsabilité particulière, dont d'ailleurs le constituant a tiré la conséquence lors de la révision de 2003 en actant que les projets de loi ayant pour objet principal l'organisation des collectivités territoriales passe en première lecture au Sénat.

Par ailleurs au Sénat, nous avons créé la délégation aux collectivités territoriales en 2009 qui participe à notre action de contrôle et de prospective mais plus spécifiquement en direction des collectivités territoriales. Nous avons pensé le lien avec les acteurs du territoire. C'est notamment toutes les consultations à destination des élus locaux que nous faisons sur notre plate-forme. Nous allons la semaine prochaine avec Françoise Gatel, sénatrice d'Ille-et-Vilaine et Mathieu Darnaud, sénateur de l'Ardèche, faire un compte-rendu de ce qu'a été l'ensemble de ces consultations, dont les attentes des maires relatives à la décentralisation .

« La situation actuelle recentralisation et reconcentration »

Quant à ma vision de la décentralisation, disons que la situation actuelle s'apparente plus à une recentralisation, à une reconcentration. Cela n'a pas commencé en 2017 bien entendu, cela dure depuis une dizaine d'années. Nous avons quitté la route tracée par la réforme Deferre et l'acte II de la décentralisation de messieurs Chirac et Raffarin. Et cela a été fait assez rapidement, à vrai dire. Jamais l'Etat territorial n'a été aussi faible, vidé de sa substance et de ses moyens d'action, chacun peut s'en rendre compte. Parallèlement à l'affaiblissement de l'État territorial, on a assisté à une recentralisation.

Crédit Photo : Groupe Delbo Presse - Guillaume Philippot

« Jamais nous ne redresserons notre pays sans les collectivités territoriales »

Lorsque le Président de la République demande la contribution des Présidents du Sénat et de l'Assemblée sur la sortie de la crise Covid, et notamment sur le plan de relance, immédiatement nous avons élaboré un travail, les fameuses 50 propositions. Celles-ci s'appuient sur une conviction : jamais nous ne redresserons notre pays sans s'appuyer sur les collectivités territoriales et les territoires. Ensuite le mode de gouvernance vertical et cloisonné de l'action publique, fortement accentuée par le président de la République actuel, la crise des gilets jaunes, la crise sanitaire, ont montré les limites de cet exercice.

Il s'agit alors de faire revivre ce qui a été inscrit sous Jacques Chirac dans la constitution : l'organisation décentralisée de la République. Et nous devons pour cela presque changer d'état d'esprit. C'est en ce sens que je parle d'une nouvelle génération de la décentralisation. Au fond le Président de la République à bien commencé en 2017, avec le Conseil National des Territoires, mais quelques mois après, cela se termine avec Territoires Unis : Régions, Départements, Communes, toute sensibilité confondues, par l'intermédiaire des trois grandes associations, Région de France, l'Assemblée des Départements de France et l'Association des Maires de France, veulent faire entendre leur voix par la rédaction d'un manifeste valorisant la diversité des opinions des élus et des territoires, par des propositions concrètes autour d'une nouvelle étape de la décentralisation. Et parallèlement on voit monter les gilets jaunes.

« Il faut oser une nouvelle décentralisation »

Il y a un moment extraordinaire où le Président de la République reprend la main, avec le grand débat, où il annonce la décentralisation en conférence de presse, avec la confiance retrouvée, par les maires.... Et depuis plus rien ! Il faut attendre 4D qui doit venir au Conseil des ministres cette semaine et qui viendra au Sénat le 5 juillet. C'est le signe d'un problème de confiance et de cohérence. Il y a nécessité d'organiser dans des blocs cohérents le rôle des régions, des départements, des communes, en ayant des compétences de proximité plus souples et plus réactives, comme le modèle médico-social pour les Départements, le modèle de la santé pour les Régions, les politiques de transition écologique, les plans de relance...

« Redonner au préfet de département autorité sur ses services »

Si on ne déconcentre pas ce plan de relance dans un préfet avec d'un côté le monde économique et de l'autre les collectivités territoriales, il ne se passera rien. Il est venu le temps d'oser enfin une nouvelle décentralisation. Il faut adapter les politiques aux spécificités locales mais il est essentiel de redonner au préfet de département l'autorité sur ses services. Paradoxalement le Sénat qui croit en la décentralisation, qui croit à la différenciation, veut garder l'Etat territorial. Ça n'est pas antinomique, car 1'Etat territorial faible, c'est une recentralisation garantie.

« Il y a un déficit de confiance. »

Dans ce cadre, 4D a le mérite d'exister et il faut rendre hommage à Jacqueline Gourault, la ministre de la Cohésion des Territoires, et au Premier ministre Jean Castex, qui ont voulu envers et contre tous que cela existe. Cependant nous devons l'aborder, surtout de la part de l'Exécutif de manière ouverte, et je l'ai encore rappelé au Président de la République récemment. Nos 50 propositions ne sont pas une humeur, quelque chose fait en quelques jours sur un coin de table. Ce sont des mois et des mois de travail, des travaux conduits en lien avec les associations d'élus, mais aussi avec la société tout entière. Ce n'est pas un simple opportunisme. Ce sont des propositions concrètes, pragmatiques, du Sénat, en matière de décentralisation et de déconcentration. Ce sujet ne doit pas attendre l'élection présidentielle. Nous ne relèverons pas ce pays sans utiliser le levier des collectivités territoriales. Le pays n'a pas qu'un besoin économique, il a besoin de retrouver la confiance. Le plus grand déficit du pays n'est pas budgétaire, même s'il est énorme, c'est le déficit de confiance. Or à qui nos concitoyens aujourd'hui font-ils confiance, si ce n'est aux élus territoriaux, au premier rang desquels les élus locaux. Nous l'avons encore vu dans le drame de Rambouillet : vers qui se tournent les administrés ? Le maire, bien plus que vers d'autres structures. On comprend l'hommage de l'État, mais c'est le maire l'interlocuteur principal. Autre exemple, plus positif, l''abstention est mise en avant partout, mais à Chevreuse il y a une élection avec plus de 60 % de participation...

Je ne critique pas l'état central fort, régalien, le gaulliste que je suis aurait du mal. Mais je pense qu'on ne peut pas continuer avec une vision de l'hyper-concentration, dont le conseil de défense sanitaire est l'illustration presque caricaturale !

« On voulait dévitaliser les départements ; on les a couronnés »

La disparition des départements, jugé trop ringards, était programmée. Et puis les grandes Régions et les crises lui ont redonné une légitimité. A-t-il encore une utilité ?

Il me semble que le département a démontré toute son utilité. Si on avait des doutes, il suffit de regarder comment cela s'est passé avec la crise sanitaire. À ceux qui imaginaient, en théorie, faire disparaître les départements, je rappelle que lors de mon arrivée à la présidence du Sénat, les départements étaient morts.

Il restait les départements ruraux à la demande du sénateur Baylet. Or le département a été couronné ; on voulait les dévitaliser, on les a couronnées. Je n'oppose pas le Département à la Région. Il est dans cette dimension de proximité que j'évoquais, il est un relais naturel du bloc communal, il joue un rôle dans l'aspect médico-social. Voilà pourquoi dans les 50 propositions, nous demandons qu'il soit l'acteur unique du médico-social par exemple. Il est aussi extrêmement important pour la ruralité. Il faut être plus pragmatique.

« Il faut être souple »

Dans les textes précédents, notamment la loi sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République, on a fait des sas hermétiques. Or on voit bien le rôle et la place du département, y compris dans le domaine économique. Il nous faut donc être souple dans le cadre de convention avec la Région, et là où les présidents de Région ont abordé cette question de la manière la plus pragmatique qui soit, les choses se passent bien. Ce seront sans doute des Régions où les présidents n'auront aucun mal à être réélus. Je crois à la vertu de la proximité. Les grandes Régions sont certes devenues plus puissantes. Quand vous parlez à la région Normandie, c'est plus puissant que les deux régions antérieures. Quand vous parlez au Grand Est, vous parlez une Région puissante même s'il lui reste à prouver sa légitimité. Est-ce que la réponse, c'est la Collectivité Européenne d'Alsace partout, je crois que non. Il faut du pragmatisme. Avec par exemple des accords de coopération entre Départements tels que ce qui est mis en œuvre entre les Yvelines et les Hauts-de-Seine, ou la collaboration entre l'Eure-et-Loir et le Loiret.

« Nous avons mis de la crème dans le millefeuille territorial »

Soyons pragmatiques, tout sauf idéologues en la matière. Il y a des régions où les équilibres seront faciles à organiser, comme Auvergne-RhôneAlpes qui a su trouver ses moyens d'agir. Je remarque que l'on n'entend plus parler de la théorie du millefeuille administratif : nous avons mis de la crème entre les feuilles et toujours cette fameuse souplesse. Je crois vraiment que cette approche existera de manière très concrète. D'ailleurs, entre le bloc communal, entre communes et intercommunalités, faut-il les mêmes règles partout ? Faut-il les mêmes compétences partout ? Ne faut-il pas, à l'intérieur de grandes intercommunalités, de grands territoires qui partagent des compétences et d'autres non ?

C'est cette souplesse que nous appelons de nos vœux dans les 50 propositions. De la souplesse, du pragmatisme, de l'efficacité et surtout de la proximité avec les gens. Prenons l'exemple des lieux de vaccination : qui gère ? L'État a rejeté les propositions des associations d'élus par exemple, mais qui paye aujourd'hui pour organiser ces centres ? Le maire de Rambouillet m'indiquait récemment que le coût du centre de vaccination revient à environ 80000 € par mois. Qui paie ? Qui organise ? Les collectivités territoriales... avec le corps médical, avec l'État, mais ce sont les collectivités locales qui sont à la manœuvre. C'est cette souplesse qu'il nous faut trouver.

« Les départements, c'est la vie quotidienne »

Les élections départementales et régionales se déroulent fin juin, dans une indifférence relative. Tous les regards se portent sur quelques régions, comme s'il s'agissait de la primaire de la Présidentielle. L'abstention frappe maintenant les échelons locaux. Autrement dit comment réconcilier les Français avec la politique ?

J'ai mis en avant la notion de confiance. C'est ce qu'il reste à mon avis. Regardez les sondages et les enquêtes d'opinion. L'élection récente de Chevreuse le démontre aussi: l'équipe sortante a été ainsi largement réélue avec près de 62%, et une abstention de seulement 41,75% contre près de 50 % en mars. Il faudrait se méfier d'une vision que je qualifierais d'un peu parisienne en tous les cas de centrale. Je vois bien la présence du département aux côtés de la commune. Nous avons une responsabilité et nous devons militer pour expliquer aux citoyens qu'il s'agit de leur proximité : le collège, l'aide sociale, le soutien à la vie associative, le soutien à la ruralité, la voirie … Tout ceci, c'est leur vie quotidienne. Nous avons un déficit de pédagogie sur ce que cela représente. Cela correspond aux demandes des Français puisque le département a un rôle environnemental, en matière de santé et médico-sociale, les déplacements, la mobilité douce Il me semble que nous avons peut-être rendu trop technocratique une partie des choses qui correspondent à la vie quotidienne mais elles sont là. Il nous faut en parler régulièrement et simplement.

« Pour la sécurité, le premier acteur, c'est le maire »

Les problèmes de sécurité paraissent être la préoccupation principale des citoyens. Partagez-vous ce sentiment ?

J'étais à Rambouillet il y a quelques jours pour l'hommage national à Stéphanie Monfermé, la policière assassinée dans le commissariat de la ville. Roger Karoutchi, vice-président du Sénat m'a représenté pour la cérémonie en l'honneur d'Éric Masson, le policier tué en Avignon. Les Français déclarent à 30% la sécurité comme leur besoin principal. Or ce besoin de sécurité, ce besoin de faire confiance en fait, très fort, est tourné vers le bloc communal. Quand vous voyez des régions et des départements qui aident le bloc communal, notamment par la création de centres de supervision urbaine, cela démontre que, même si la sécurité est l'une des premières fonctions régaliennes, au fond le premier acteur c'est le Maire, avec sa police municipale et nationale, avec la gendarmerie dans les secteurs ruraux, avec la justice... C'est cela l'idée de sécurité globale, c'est ce continuum. Il y a une responsabilité régalienne de l'Etat, une responsabilité de proximité avec l'État toujours mais aussi le maire et le soutien à tout cela c'est la collectivité territoriale, c'est la collectivité locale. La politique de prévention, par exemple, est menée par le département. Donc la question de sécurité n'est pas totalement déliée, c'est une responsabilité d'État mais qui doit être gérée au plus près.

« Nous allons donner aux Français, une réelle capacité de choisir. »

Vous aurez un rôle déterminant dans le choix du futur candidat de la droite et du centre. Comment pensez-vous pouvoir organiser la sélection ? Avez-vous trouvé la méthode de départage ?

Pour cette question politique, la responsabilité qui est la mienne, c'est d'offrir une alternative aux Français. Démocratiquement, ils choisiront. Il y a un espace, je ne cesse de le dire, entre LREM et le RN. À gauche malheureusement c'est beaucoup plus éclaté. Je crois à une autre politique, en matière de dépenses publiques, de décentralisation- pardonnez-moi mais nous avons le président le plus centralisateur de la Ve République- par rapport aux territoires, en matière de fiscalité, de manière de gouverner. Je crois que les Français ne veulent pas du duel qui semble leur être imposé. Il faut maintenant que cet espace soit incarné. C'est notre responsabilité de trouver cette incarnation. Puis, une fois réalisée, il faut une équipe autour et un projet et que les Français puissent choisir. C'est le sens de ma démarche.

Crédit Photo : Groupe Delbo Presse - Guillaume Philippot
Olivier de Brabois à gauche, Gérard Larcher et Jean-Philippe Delbonnel

« Il nous faut dire aux Français : voulez-vous une alternative à la gouvernance du Président Macron ? »

Nous allons travailler pour cela, pour donner aux Français une réelle capacité de choisir.

Alors que la Région s'occupe des transports, des lycées, du soutien à l'Université, de l'économie, de l'aménagement du territoire, des politiques de développement durable... Il s'agit de proximité, même si la région est naturellement plus grande et plus éloignée que la mairie. Or ce qui s'est passé en PACA n'a eu comme conséquence que de nationaliser une élection régionale Et si l'on nationalise cette élection dans tous les endroits, cela gomme le bon bilan des présidents sortants. Le président Muselier a fait un choix qui n'est pas le mien et que je trouve dommageable car nous ne sommes pas dans un moment de recomposition politique. La clarté, ce n'est pas avoir des œillères, c'est avoir une vision ouverte. Il nous faut dire aux Français : voulez-vous une alternative à la gouvernance du Président Macron ? Nous n'avons pas la même politique. Nous n'avons pas la même vision de notre histoire. Je veux proposer aux Français une alternative. Je veux en même temps que la décision prise ne le soit pas uniquement sous la pulsion : quand on parle environnement c'est un sujet majeur, c'est un défi pour nous tous, il faut le traiter parce que nous avons un projet et non pas simplement dans une vague incantation éthique, ou pire idéologique. Il faut penser qu'il est des sujets importants, et que le choix des mots n'est pas un choix d'humeur, c'est un choix de fond. Je vous rappelle le mot de Victor Hugo, « la forme c'est le fond qui remonte à la surface ».

Dernière question, ce magazine étant destiné aux décideurs politiques de France, quel message souhaitez-vous leur faire passer ?

Les élus locaux sont l'un des leviers sinon le principal du redressement, pour que notre pays retrouve confiance en lui-même. Et ça s'appelle la proximité. Si j'ai un message c'est autour de cette responsabilité, une sacrée responsabilité. Il n'y a plus aucun homme ou femme politique qui ait la confiance majoritaire des Français. À l'exception des maires et des élus municipaux. C'est pour cela que c'est si passionnant d'être président du Sénat, parce que, au fond, notre corps électoral ce sont les représentants des Français dans la vie quotidienne. La base de notre électorat, ce sont les 550 000 élus locaux, qui vivent au quotidien avec, par et pour nos concitoyens, qui partagent leurs joies et leurs larmes. Qui les reçoivent, y compris dans les grands moments de douleur tels que ce qui s'est passé à Rambouillet ou à Avignon récemment, qui parlent avec nos concitoyens et qui doivent trouver les mots. Au fond, alors qu'en ce moment nous avons du mal à faire collectif, le dernier lieu du collectif c'est la commune.

Dans ce cadre, la loi anti-cumul des mandats me semble être une erreur majeure : il nous faudrait sans doute reprendre la proposition de Jacques Mézard qui voulait permettre deux mandats, l'un exécutif, l'autre parlementaire. J'appartiens à une génération qui s'inspire de la vie locale. Nous parlions en début d'entretien de la raison de mon engagement, je boucle la boucle : je me suis engagé pour cette proximité, pour les gens. Le vétérinaire que j'étais, dans mon quotidien rural un peu particulier, avec les chevaux, vivait avec les gens, ma journée était faite de rencontres. C'est ainsi que je vis et vois les choses.

ENQUÊTE, TOUTES NOS ESTIMATIONS PAR DEPARTEMENTS

METHODOLOGIE

Les élections départementales des 20 et 27 juin prochain se déroulent dans un contexte sanitaire particulier qui risque d'accroître une abstention déjà élevée depuis quelques scrutins.

La conjugaison avec les élections régionales et le redécoupage des cantons accroissent ce écueil. Les élections régionales parasitent le niveau départemental en focalisant l'intérêt des observateurs politiques qui y voient comme un premier round des élections présidentielles, seul scrutin à vraiment retenir leur attention.

Le doublement de la taille des cantons a réduit la notion de proximité essence même des conseillers départementaux. Ils se retrouvent parfois avec de mini-circonscriptions législatives.

Ce désintérêt se manifeste chez les électeurs qui s'intéresse plus à leur vie quotidienne avec le Covid. Ils prennent les tracts des candidats avec une moue dubitative. Ce détachement se retrouve aussi auprès des candidats dont le nombre a diminué significativement.
Et pourtant les compétences des départements restent très importantes et concernent la vie quotidienne de nos concitoyens.

Le journal des Départements a tenté d'analyser la situation, les enjeux et les possibles résultats dans chacun des départements. Il s'agit d'un travail minutieux, bien éloigné des sondages qui ne reflètent pas les réalités locales et cantonales. Nous avons analysé souvent canton par canton, car le contexte local et les personnalités des candidats restent des éléments fondamentaux.

Pour cela nous nous sommes appuyé sur de nombreux correspondants discrets, fins connaisseurs des réalités locales. Qu'ils soient ici très chaleureusement remerciés.

Crédit Photo : ain.fr

01. Ain

Le Président, Jean Deguerry (LR) est candidat à sa succession. En 2015, la droite et le centre avaient failli remporter tous les cantons. Avec 23 élus LR, 8 UDI et 11 DVD sur un total de 46, il ne laissait que 4 sièges à une opposition de gauche morcelée. Le leader de la gauche, Christophe Greffet se targue aujourd'hui d'avoir fait l'union et espère se renforcer mais ne croit pas vraiment à la victoire. Le canton de Bellegarde parait le plus solide des cantons à gauche. Cependant, ce sera plus compliqué à Vonnas. Trois cantons à surveiller de près Bourg 2, Saint-Genis-Pouilly, Saint-Etienne-du-Bois. Il faut compter avec le poids politique de Damien Abad, ancien Président, les difficiles négociations entre LR et UDI, le vote écologiste dans le pays de Gex. Le Rassemblement National qui avait 19 binômes présents au second tour risque de ne pas pouvoir se maintenir cette fois ci, compte-tenu de la règle des 12,5% des inscrits dans un contexte de forte abstention.

La droite devrait se maintenir et perdre un ou deux cantons au maximum.

Crédit Photo : aisne.fr

02. Aisne

Le Président, Nicolas Fricoteaux (UDI), sera de nouveau candidat sur le canton de Vervins et se représente à la présidence. Il mène une majorité qui représente 22 sièges (10 LR, 5 UDI, 2 DVD, 3 LREM, 2 DVG) ; la gauche en a 12 (5 PCF, 1 EELV, 4 PS, 1 IDG, 1 PS) et le Rassemblement National 8. Des conseillers départementaux de gauche ont soutenu la gestion du Président sortant et certains binômes dépassent les clivages habituels comme à Laon 1, Soissons ou Guise.

A noter les candidatures de la sénatrice Pascale Gruny sur Saint-Quentin 2 et du sénateur Pierre-Jean Verzelen face au RN à Marle. Le Rassemblement National qui présente un candidat dans chaque canton, mené par Franck Briffault, maire de Villers-Cotterêts, espère créer la surprise. Rappelons que la candidate du RN avait obtenu 52% au second tour des présidentielles. Cependant les départementales sont une élection locale où la personnalité compte, en milieu rural, plus que l'étiquette.

Pour cette raison nous tablons sur le maintien de la majorité élargie sortante mais avec une poussée du RN.

Crédit Photo : allier.fr

03. Allier

Claude Riboulet (UDI), le Président sortant qui a succédé en 2017 au sénateur Gérard Dériot, est candidat à sa succession. Il est dans un canton compliqué à Commentry où le PCF a remporté les dernières municipales. Le département avait basculé à droite en 2015, grâce au gain décisif du canton de Bourbon-l'Archambault pour 48 voix. La droite dispose de 20 sièges (10 DVD, 7 LR, 3 UDI) contre 18 à la gauche (8 PCF, 8 PS, 2 PRG). Dans ce département qui a l'habitude de la bascule, on aura encore les yeux rivés sur ce canton, comme sur ceux d'Huriel, Montluçon (où la droite est divisée), Lapalisse et Saint-Pourçain. La gauche unie avec PS-PCF-EELV est présente dans tous les cantons (sauf Lapalisse) et espère récupérer le département. LREM présente des candidats sur trois cantons, alors que LFI et RN sont présents dans trois cantons seulement. La compétition va se jouer classiquement entre la droite et la gauche.

Situation incertaine, la prime au sortant peut jouer, mais nous penchons plutôt pour une victoire de la gauche.

04. Alpes de Haute-Provence

Le socialiste René Massette a été élu en 2017 président succédant à Gilbert Sauvan, et ceci grâce aux voix de droite et de centre-droit. Claude Fiaert, (soutenu par l'ancien président et le ministre Christophe Castaner), a obtenu 13 voix contre 17 pour René Massette. La configuration politique du conseil départemental est assez étrange. La majorité « arc en ciel » y rassemble 20 sièges (10 PS, 4 LR, 2 UDI, 2 DVD, 1 EELV, 1 LREM) alors que l'opposition regroupe 10 sièges (6 DVG, 2 DVD, 2 LREM)

La droite, avec l'étiquette « Avenir 04 » espère bien remporter le département avec ou sans LREM. A noter tout de même qu'il n'y aura pas de candidat de droite dans les cantons où sont candidats Benoît Gauvan et Sandrine Cosserat, leaders de LREM : Oraison et Château-Arnoux-Saint-Auban. Elle a investi 5 sortants qui faisaient partie de la majorité de René Massette.

La gauche a réussi l'union, critique la gestion de René Massette et présente un programme citoyen avec 101 propositions, dont la mise en place d'une assemblée citoyenne.

Difficile de comprendre précisément le positionnement de René Massette qui se représente. Il s'affirme de gauche, considère que la majorité arc en ciel n'avait de durée de vie que celle de la mandature et comprend que chacun retourne dans son camp, mais ajoute qu'il est fier du bilan mené avec la droite.

Celle-ci ne devrait pas réussir à obtenir une majorité et l'on peut imaginer que le Président sortant réussisse à retrouver un accord particulier.

05. Hautes-Alpes

La majorité de droite sortante est assez confortable 21 élus (9 LR, 9 DVD, 2 UDI, 1 LREM), contre 7 à la gauche (2 app. PCF, 2 DVG, 2 LREM, 1 FI), 2 LREM siègent au sein de la minorité. Le Président, Jean-Marie Bernard (LR) est de nouveau candidat dans le canton de Veynes et aussi à sa succession comme Président. Il est l'objet de deux enquêtes pour détournement de fonds et soupçons de favoritisme et a été condamné pour avoir offert une queue de loup à l'ancienne préfète des Hautes-Alpes lors de son départ. Les résultats des prochaines échéances restent assez ouverts : en effet, dans 11 cantons les écarts de voix étaient faibles, notamment Gap 1, Gap 2, L'Argentière-la-Bessée, Briançon 2. Cependant depuis les dernières élections, Briançon a basculé à droite et la droite devrait conserver Briançon 1 et récupérer Briançon 2. Par ailleurs, la gauche part divisée, avec notamment un groupe « Ensemble pour les Hautes-Alpes ».

Situation particulièrement délicate et pronostic favorable au maintien de la droite.

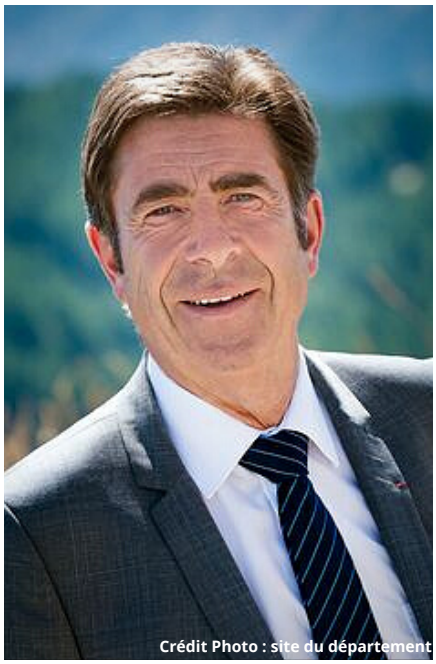
Crédit Photo : site du département

06. Alpes-Maritimes

La majorité sortante à droite est très importante 50 sièges (40 LR, 10 UDI) face à 4 sièges pour la gauche (2 PCF canton de Contes, 1 PS, 1 EELV, Canton de Grasse). Le Président Charles-Ange Ginésy (LR) est candidat à sa succession d'abord dans le canton de Vence puis à la Présidence.

Lors des dernières cantonales le PS avec moins de 3%, tout comme le PCF, étaient des figurants, alors que la présence du Front National avec un peu plus de 38% était très importante. Cette fois ci le Rassemblement National sera présent dans tous les cantons. La désignation des candidats à droite a été l'objet d'une lutte entre les partisans de Christian Estrosi et ceux de Eric Ciotti. LR se trouve d'ailleurs en situation de crise. La fédération des Alpes-Maritimes, présidée par Éric Ciotti, a retiré son soutien à la liste de Renaud Muselier aux régionales. Cela aura-t-il une influence sur les votes départementaux ?

Le département est à droite depuis 1951 et devrait le rester.



Crédit Photo : site du département

Crédit Photo: ardeche.fr

07. Ardèche

Le Président sortant, Laurent Ughetto, (PS) sous la bannière « Ardèche une équipe à vos côtés » devrait conserver la majorité sans grosses difficultés. PS et Union de la gauche avaient obtenu plus de 43% des voix au second tour des départementales en 2015 et remporté 24 sièges (22 PS, 1 PCF, 1 PRG) L'opposition de droite avait 10 sièges (8 LR, 2 UDI). Elle sera conduite par Marc-Antoine Quenette. Le PS a réalisé des alliances à géométries variables (PCF au Pouzin, EELV Cévennes ardéchoise).

Le Rassemblement National, traditionnellement fort ici (surtout aux élections nationales : plus de 23% aux présidentielles comme aux européennes), tout comme LFI (plus de 21%) peuvent influencer les résultats dans plusieurs cantons. Mais, au-delà des étiquettes politiques, ce sont bien, ici, les candidats qui font la différence.

Crédit Photo: lardennais.fr

08. Ardennes

Le Président, Noël Bourgeois (LR), est candidat à un nouveau bail et se représente dans son canton d'Attigny. Il peut compter sur une majorité très importante 31 sièges (21 DVD, 7 LR, 2 UDI, 1 DLF) contre une opposition de 7 sièges (4 PS, 2 DVG, 1 LREM). Cette majorité devrait demeurer, mais fait face à des dissensions importantes. Boris Ravignon, maire de Charleville-Mézières et le député Jean-Luc Warsmann poussent chacun leur candidat pour la présidence. La gauche, menée par Jérémy Dupuy, a eu des difficultés à présenter partout des candidats. Elle se retrouve unie dans les 4 cantons de Charleville-Mézières. Patrick Tassin (PCF), ancien Président du CESER est candidat à Charleville-Mézières 4, et devrait regarder la lutte pour la présidence en spectateur, puisque ce département devrait rester à droite.

Crédit Photo: ariege.fr

9. Ariège

Christine Téqui, présidente (PS), maire de Seix, qui a remplacé Henri Nayrou en 2019, se représente et n'est pas contestée au sein de la majorité PS + PRG. En 2015, la gauche avait récupéré la majorité des sièges, 20 élus (16 PS, 4 DVG), et l'opposition de droite 6 sièges (3 DVD, 1 LR, 2 ESA). En dépit de discussion, il n'y a pas d'union de la gauche en 2021, notamment avec les écologistes qui ont refusé les propositions du PS, et « ceux qui se peinturlurent en vert » et plaident pour « l'écologie comme une solution globale ». Un temps on a pensé, à tort, qu'ils pourraient rejoindre LFI qui ont remportés deux sièges de député au détriment du PS, mais LFI a présenté seule ses 26 binômes. Blocages aussi avec le PCF et Génération-s qui accusent le PS de « retourner à se vieux démons d'hégémonie ». Des dissensions interne aussi à la majorité comme à Pamiers 1, Savarthès, Mirepoix. Arnaud Diaz, maire de l'Hospitalet depuis 2008, pro-Macron qui se présente sans étiquette sous la bannière "Libres de réinventer l'Ariège » espère bousculer l'ordre existant.

En dépit des très nombreuses divisions nous pensons que l'Ariège restera à la majorité actuelle.

10. Aube

En 2015, la majorité de droite avait raflé tous les cantons à l'exception d'un seul DVG, (allié de François Barouin à la mairie) 20 LR, 9 DVD, 3 UDI, 1 LREM, 1 DVG). Le Président, Philippe Pichery (app. LR) a succédé à Philippe Adnot et se représente. Il cherche, au contraire de LR, à dépolitiser l'élection. On assiste à plusieurs « primaires », notamment trois où la majorité attend le second tour pour accorder son soutien. Le suspense est inexistant pour 2021, même si les dernières sénatoriales ont laissé des traces au sein de la droite entre LR et centriste, urbains et ruraux. La gauche se présente sous l'étiquette « Oxygène » et peut espérer gagner quelques cantons comme celui de Troyes 3, avec le maire PS de La Chapelle Saint-Luc, mais il y aura 3 binômes à gauche. Le Rassemblement National traditionnellement fort dans ce département risque de se retrouver souvent au second tour. Cependant, il ne devrait pas pouvoir décrocher un canton, et le département devrait demeurer à droite.

Crédit Photo: aube.fr

11. Aude

Ce département, traditionnellement à gauche est présidé par Hélène Sandragné (PS) depuis juillet 2020, succédant à André Viola démissionnaire, qui sera candidate à sa réélection. Dans l'assemblée élue en 2015 le PS détient 33 sièges, le PRG 1 et 2 DVG, soit 36 sièges sur 38 ! Il n'y a donc qu'un canton à droite (Corbières méditerranée). La gauche a réussi à trouver un accord avec EELV, PCF, PRG, Génération-s et Nouvelle Donne pour les candidatures sur l'ensemble des cantons. Le PS dans le cadre de cet accord fait une part assez large à ses alliés (notamment 8 sièges à EELV). Dans ce département où il y a un fort vote pour le Rassemblement National (en 2015, il était présent dans 18 des 19 cantons et 13 seconds tours opposaient le FN au PS.), il sera présent dans tous les cantons avec l'espoir d'en gagner un ou plusieurs

La gauche veut montrer son unité. Nul doute qu'elle conservera ce département.

Crédit Photo: aude.fr

12. Aveyron

Jean-François Galliard, président sortant (UDI) a remplacé Jean-Claude Luche en 2017, à la tête d'une majorité de droite confortable de 30 sièges (13 DVD, 10 LR, 5 UDI, 2 MRSL) contre 15 sièges à la gauche (6 DVG, 3 PS, 1 PCF, 3 LREM, 1 DVC, 1 RAD, 1 MRSL), est candidat à sa succession. Le département ne devrait pas changer de couleur politique, mais un concurrent LR Arnaud Viala, député du Sud-Aveyron, prêt à abandonner son mandat parlementaire, se présente sur le canton Raspe et Lévézou et lui conteste la Présidence en expliquant qu'il veut donner un nouveau souffle et une nouvelle ambition sous la bannière « L'Aveyron pour tous, tous pour l'Aveyron » et est présent dans une vingtaine de cantons. Les divisions sont devenues visibles lors de la dernière commission permanente où la majorité s'est fracturée au sujet d'un dossier touristique de l'Aubrac. La gauche, elle, se présente unie et espère profiter des divisions à droite. Cependant, elle ne devrait pas troubler le match à droite.

Crédit Photo : site du département

Crédit Photo: departement13.fr

13. Bouches-du-Rhône

Martine Vassal la présidente (LR) du département depuis 2015 (il était socialiste depuis 1905 !), succédant à Jean-Noël Guérini, avec 35 sièges sur 58 (25 LR, 7 UDI, 1 ex LR, 1 DVD, 1 DVG), a annoncé sa candidature. Son échec aux municipales à Marseille représente certainement un handicap. La gauche, elle, veut surfer sur l'élan des municipales à Marseille et la démarche Printemps Marseillais, présente des candidatures communes (hors LFI) et s'est répartie les cantons entre les divers partis. Michèle Rubirola, l'ancienne maire de Marseille qui avait annoncé sa candidature a finalement renoncé sans explication. LREM présente des candidats peu implantés localement. Le RN espère emporter certains cantons comme Marseille 5, Marseille 6, Arles, Berre-l'Etang. La droite aura du mal, faisant face à des rancœurs, notamment à Marseille où elle pourrait perdre les cantons de Marseille 7 et 11 au profit de la gauche. Par ailleurs, le positionnement de Renaud Muselier va compliquer la tâche, bien que Jean-Claude Gaudin tout comme Martine Vassal veillent à ne pas critiquer Renaud Muselier. Il s'agit d'un des départements que le PS espère récupérer. Résultat indécis mais légèrement favorable à la gauche

Crédit Photo: calvados.fr

14. Calvados

50 conseillers départementaux. La tradition centriste de cette assemblée perdure à l'image du président sortant Jean Léonce Dupont (UDI) qui se représente à Bayeux et à la présidence. Sa majorité est confortable : 40 élus (17 DVD, 6 UDI, 2 MoDem, 11 LR, 4 PRG, 1 LREM) face à 10 socialistes. Il doit veiller à éviter la division dans sa majorité, mais il a l'art de rassembler et d'éviter les antagonismes. Certains cantons à surveiller comme à Falaise où l'on assistera au match retour des municipales, à Ifs avec le maire de la commune. La gauche a réussi à faire l'union sauf LFI. Il y a donc des candidatures mixtes avec les différentes étiquettes. On s'attend à un renouvellement important, mais pas de bouleversement des équilibres. Jean-Léonce Dupont qui devrait retrouver facilement son poste sera candidat à la présidence de l'Assemblée des Départements de France.

Crédit Photo: cantal.fr

15. Cantal

Bruno Faure (LR) a succédé (avec son soutien) à Vincent Descoeur (démissionnaire pour cause de cumul) en juillet 2017. La majorité de droite et du centre rassemble 18 élus contre 12 à la gauche. La composition de l'assemblée est assez baroque avec une majorité classique (9LR, 8DVD, 1UDI) contre 12 sièges à l'opposition dont 5 appartiennent à un groupe « Rassemblement et ouverture pour le Cantal » qui rassemble 3 DVD, 1 DVG et 1 UDI). La gauche a 6 sièges et LREM 1 La majorité sortante qui devrait bénéficier de la « prime au sortant » doit cependant composer à Aurillac, avec les rancœurs issues des municipales de l'année dernière (avec une fusion contestée pour le second tour). La gauche rassemblée au niveau du département n'a cependant pas trouvé d'accord à Aurillac où PC et PS partent séparés. Le RN n'a pas réussi à présenter de candidat. La droite devrait profiter de la conjonction avec les élections régionales (rappelons que Laurent Wauquiez est crédité dans les sondages d'un score important là où la socialiste Najat Vallaud-Belkacem plafonne). En analysant chaque canton, la droite et le centre paraissent capables d'augmenter leurs résultats, car le PS aura du mal à conserver son unique canton de Saint-Flour 2. Petit suspens sur le canton de Ydes.

16. Charente

Département qui est passé à droite en 2015. Elle y possède 20 conseillers sortants (10 DVD, 6 UDI, 4 LR) contre 18 pour la gauche (9 PS, 6 DVG, 1 PCF, 1 EELV). Jérôme Sourisseau (UDI), président sortant, élu en octobre 2020 après l'élection au Sénat de François Bonneau, va mener la majorité de droite et du centre. On s'achemine vers une union de la gauche historique. Philippe Bouty, porte-parole de l'opposition au Département, candidat sortant, a présenté samedi 27 mars à Confolens les binômes de gauche regroupant des candidats socialistes, Génération.s, communistes, DVG et non-inscrits. A noter quelques dissidences comme dans le canton d'Angoulême 2. La droite a conservé Angoulême et gagné Cognac aux dernières municipales. 7 cantons se résument à un duel. Le RN n'a constitué que 5 binômes. Compte-tenu du faible écart de voix, la gauche compte sur un basculement du département. Cela va dépendre de la solidité de son union face à une droite elle-même unie derrière son président sortant. Résultat très incertain avec une très légère avance à la gauche.

Crédit Photo: France Télévisions

17. Charentes Maritimes

En dépit de 31 heures de discussion, la gauche n'a pas réussi à faire l'union et s'affiche divisée.

La majorité sortante Divers droite compte bien confirmer et revenir aussi nombreuse et espère gagner 20 cantons sur les 27, en profitant des tensions à gauche, souvent issues des dernières municipales comme à La Rochelle où le duel entre Jean-François Fountaine et son ancien allié le député Falorni se poursuit aux départementales. Particulièrement dans le viseur de la droite les cantons de La Rochelle 3 (où la gauche est complètement désunie) Saintes, Chaniers, Marans (où la droite aligne 4 maires La Ronde, Saint-Ouen-d'Aunis, Marans, Courçon-d 'Aunis). Dominique Bussereau, Président sortant, ne se représente pas, mais anime la campagne.

Le département devrait rester à droite. Deux candidats Lionel Quillet et Sylvie Marsilly lorgnent sur le fauteuil de Président.

Crédit Photo: la.charente-maritime.fr

18. Cher

Ce département a basculé au profit de la droite et du Centre en 2015.Michel Autissier (LR), 72 ans, Président, ne sera pas candidat à sa succession. Il conclut sa carrière politique. La droite a perdu la ville de Bourges lors des municipales de 2020 (Yann Galut PS qui sera candidat), l'agglomération (Irène Félix DVG) et la ville de Vierzon (Sansu PCF) et pourrait paraître fragilisée, cependant seule la majorité départementale présente des binômes complets dans les 19 cantons. La gauche réussit à faire l'union sauf quelques cantons où EELV sera présent. Le rapport de force actuel est de 12 cantons à droite et au centre contre 7 à gauche (5 PS et apparentés et 2 PCF). Il n'y a pas de leader désigné à droite même si l'on parle de Véronique Fénoll, actuelle première vice-présidente et un trio organise et coordonne la campagne. On assiste à des luttes internes dans certains cantons (Chateaumeillant). Le RN qui présente des candidats dans 14 cantons seulement se heurte parfois à un front commun, comme à Dun-sur-Auron où il n'y aura pas de candidature à gauche en raison du risque de voir basculer le canton au profit du RN. Un canton pourrait revenir au Rassemblement National qui, si l'on se retrouvait à 10 contre 10, se trouverait en position d'arbitre.

Crédit Photo: departement.fr

Crédit Photo: correze.fr

19. Corrèze

Ce département, fief de François Hollande qui l'avait gagné en 2011 est passé à droite en 2015. La droite possède 26 sièges (18 LR, 7 DVD, 1 MR) et la gauche 12 (9 PS, 3 DVG). Le Président, Pascal Coste (LR), se retrouvera seul face à un binôme RN, la gauche étant incapable de présenter des candidats sur ce canton (Midi Corrézien). La gauche apparaît divisée, les écologistes partant de leur côté. Du coup, la droite espère récupérer des cantons à priori difficiles pour elle comme Brive 1. Le RN, lui, aligne des candidats dans les 19 cantons.

Claude Chirac est candidate sur le canton de Brive 2 où se trouve l'école de Firmin-Marbeau qui fut dirigée par le grand père de Jacques Chirac. Si elle est élue, elle siègera au sein du groupe Corrèze Demain, qui regroupe les élus de la droite et du centre.

La majorité pourrait sortir renforcée de ce scrutin compte-tenu des divisions à gauche.

20. Corse

Au cours de ces élections, les électeurs renouvèleront les membres de l'Assemblée de la Collectivité Unique de Corse. Depuis le 1er janvier 2018, les compétences régionales et départementales sont cumulées. Scrutin proportionnel à deux tours l'Assemblée de Corse est composée de 63 membres. Le paysage politique corse est très complexe.

En quelques années les nationalistes se sont imposés face aux principaux clans insulaires.

La majorité nationaliste sortante qui se composait de trois mouvements : Femu A Corsica, Corsica Libera et le Parti Nationaliste Corse, qui se sont souvent affrontés lors des municipales et n'a pas résisté à l'épreuve du pouvoir. Gilles Simeoni, actuel président de l'exécutif (Femu a Corsica) mène sa liste seul sans les autres partis qui formaient la coalition qui partent sous leur propre nom, comme Jean-Guy Talamoni Président de l'Assemblée de Corse ou Jean-Christophe Angelini (Partitu di a nazione corsa). L'exécutif sortant se trouve aussi débordé par Core en Fronte, mouvement indépendantiste plus radical. Les nationalistes se présentent sous cinq listes différentes.

La gauche, elle apparaît divisée surtout après l'effondrement du Parti Radical, autrefois puissant dans l'île et les divergences entre communistes et insoumis.

Les bonapartistes résistent à et autour d'Ajaccio tel Laurent Marcangeli (ex-LR proche de LREM), candidat de la droite unie pour les prochaines élections territoriales qui espère bien profiter des divisions des nationalistes. Cette élection pourrait voir le reflux des nationaliste et une avancée de la droite.

Crédit Photo: cotedor.fr

21. Côte d'Or

La gauche qui s'est présentée divisée lors des élections municipales à Dijon, a réussi à trouver un accord pour les départementales sous l'appellation « Forces de progrès social et écologique ». La droite et le centre sont majoritaires avec 28 sièges (17 LR, 6 UDI, 5 DVD), contre 18 à la gauche (2PS, 16 Union de la gauche). Le président François Sauvadet (UDI) depuis 2008, avait été élu facilement en 2015 (69% des voix) et se représente. Il est aussi candidat à la présidence de l'ADF (Assemblée des départements de France).

Cependant il y a des divisions à droite (notamment au sujet des régionales et de l'alliance de la tête de liste LR, Gilles Platret avec DLF critiquée par François Sauvadet)

La majorité sortante a aussi vu le départ de certains vers LREM comme Ludovic Rochette, vice-président sortant que l'on retrouve sur la liste régionale LREM

Le département devrait rester à droite mais l'élection sera compliquée dans plusieurs cantons.

22. Côte d'Armor

En 2015, la droite avait ravi ce département socialiste depuis 39 ans, dont le Président, Claudy Lebreton était le Président de l'Assemblée des Départements de France. Alain Cadec fut Président jusqu'en 2020 où il fut élu sénateur contre son 1er Vice-Président LR, Thibault Guignard. Romain Boutron, 37 ans (LR) maire et conseiller départemental de Loudéac-Plémet, lui a succédé. La droite possède une majorité confortable avec 32 élus du groupe du centre et de la droite républicaine (16 DVD, 9 LR, 7 UDI) auxquels s'ajoutent 3 élus sans étiquette. Les socialistes ont 14 sièges et le PCF 5. Les dissensions sénatoriales ont laissé des traces. Thibault Guignard se représente avec l'étiquette indépendant. Par ailleurs la ville de Saint-Brieuc est passée à gauche lors des dernières municipales Le Rassemblement national peut espérer au moins figurer au second tour dans un certain nombre de cantons. La gauche qui a réussi une large union (sauf LFI et UDB) dans la majorité des cantons, espère profiter des problèmes à droite pour récupérer ce département où les cantons ont parfois été emporté de justesse. A surveiller certains cantons : Plérin (où Alain Cadec, cité plus haut, l'avait emporté de peu), Trégueux (où le maire de Trégueux pourrait récupérer ce canton pour la gauche), Plaintel (où on assite à des divisions risquées), Paimpol, Guingamp (avec des divisions à droite). Situation incertaine avec pronostic très légèrement favorable à la gauche.

23. Creuse

Département qui a basculé en 2015. La Présidente sortante, Valérie Simonet (LR), se représente. Avec une majorité actuelle de 16 élus sur 30 (14 LR, 2 DVD), contre 14 sièges à gauche (13 PS, 1 EELV), elle espère conserver ce département à droite. Cependant les dernières sénatoriales ont donné, contrairement aux pronostics, les deux sièges à la gauche. Cette dernière se trouve dans une situation compliquée. Son leader départemental, socialiste, Jean-Luc Léger sera candidat contre un autre socialiste dans le canton d'Aubusson. L'autre figure dominante de gauche, le sénateur J. J. Lozach regarde ce scrutin de loin. De plus la ville de Guéret est passée à droite aux dernières municipales. Cela peut avoir de l'influence dans les 3 cantons socialistes de l'agglomération. EELV présente des candidats dans 4 des 15 cantons. Certains cantons pourraient passer à gauche comme Ahun ou à droite comme Felletin, Guéret 2 ou sont indécis (Boussac, Saint Véry). La position de LREM peut être importante. Le député LREM, Jean-Baptiste Moreau, se présente aux départementales contre un socialiste.
L'issue du scrutin risque de dépendre encore d'un canton. Léger avantage pour le maintien à droite.

Crédit Photo: creuse.fr

24. Dordogne

La gauche possède une très large majorité dans l'assemblée sortante (34 PS, 4 PCF), la droite et le centre détiennent 12 sièges (10 LR/DVD et 2 UDI) sur 50, mais ce groupe est divisée entre LR et celui du Rassemblement de la Dordogne autour de Thierry Boidé. Dominique Bousquet (chef de file LR), affirme « qu'il discute avec tout le monde, sans oublier LREM. C'est paradoxalement avec son propre parti LR que c'est le plus compliqué. « J'ai toujours ma carte, mais si nous n'arrivons plus à nous entendre, nous partirons sans l'investiture du parti. » A noter de vraies tensions entre le président du MoDem, Fabien Robert et la responsable LREM, Christelle Dubos. Il y a quelques tensions à gauche aussi à la suite des sénatoriales avec le PRG qui présente des candidats dans 7 cantons mais son poids aujourd'hui reste faible, et avec le PC (seuls deux binômes PS-PC) avec un cas sur le canton de Lalinde où le maire communiste de Saint-Capraise-de-Lalinde et ex-patron du PC de la Dordogne qui devait être en binôme avec EELV, Generation-s et LFI (19 binômes confirmés par ailleurs) a été évincé à la dernière minute par son propre parti. Autre dissension avec Dominique Rousseau, ancien maire socialiste de Bergerac qui part sans l'investiture socialiste contre le sortant PS. La majorité sortante est présente dans les 25 cantons. A droite les choses sont aussi floues avec un groupe « Renouveau Dordogne » proche des centristes et des candidats LREM. LR ne s'oppose pas frontalement à ces binômes. Par contre sur le canton de Périgueux 2 Philippe Chassaing, député LREM, se présente contre Samuel Duval (UDI) et Natacha Mayaud (LR), conseillère départementale sortante. Germinal Peiro (PS), président sortant devrait être réélu assez facilement (Il n'a pas de candidat de droite dans son canton) et conserver le département.

25. Doubs

Le département a basculé en 2015. L'actuelle présidente du Conseil départemental du Doubs, Christine Bouquin (LR), a succédé au PS Claude Jeannerot. Elle possède 25 sièges (13 LR, 8 DVD, 3 UDI, 1 MoDem) contre 12 à l'opposition (6 PS, 4 LREM, 1 G.s, 1 DVG)

Elle est candidate à sa réélection. La droite a perdu Besançon lors des dernières municipales et la gauche espère récupérer le département.

Certains cantons devraient rester à gauche (Audincourt, Baume-les-Dames, Besançon 1, Besançon 6, Bethoncourt avec risque RN)

Certains cantons devraient rester à droite (Besançon 2, Besançon 3, Besançon 4, Besançon 5, Frasne, Maiche, Montbéliard, Morteau, Ornans, Pontarlier, Saint Vit)

Un canton pourrait passer de gauche à droite (Bavans)

Un canton est incertain Valdahon.

Au total le département devrait rester à droite et même voir la majorité augmenter son score.

26. Drôme

Marie-Pierre Mouton (LR), Présidente sortante se représente. En 2015, « l'Union de la droite » réussit à faire basculer ce département en remportant 21 sièges sur 38. (11 LR, 6 UDI, 3 DVD, 1 MR). La gauche en obtenait 14 (7 PS, 3 DVG). A noter que le taux de participation avait été plus élevée que la moyenne nationale (+6%).

Une recomposition a eu lieu avec la création d'un groupe LREM (7 élus). La droite espère faire mieux cette fois-ci sous la bannière « La Drôme plus forte ensemble ». La gauche a réussi à se réunir (hors l'extrême gauche LFI, NPA, LO) espérant récupérer le département. Le Rassemblement National est en embuscade

Il s'agit d'un des départements que le PS espère récupérer, ce qui semble possible, mais nous pronostiquons un maintien à droite.

27. Eure

Le département est passé de gauche à droite en 2015. La majorité sortante dans l'Eure présente une coloration un peu baroque puisqu'y cohabite Les Républicains-UDI-Nouveau Centre-Divers Droite, des élus de La République en Marche, des ex Les Républicains, des Divers Droite, des Mouvement Radical, des Agir et des Divers Gauche. L'Opposition Départementale est composée d'un groupe socialiste (10 élus), Groupe Communiste (3 élus) et un EELV, un groupe divers gauche

L'influence de Sébastien Lecornu, ministre des Outre-mer y est forte. Il fut Président du conseil départemental et se représente dans son canton de Vernon.

Pour 2021, il est difficile d'effectuer des prévisions tant l'échiquier politique ebroïcien est éclaté. Le canton de La Madeleine peut passer à gauche mais le département ne devrait pas basculer, et Pascal Lehongre, le président, être réélu.

28. Eure-et-Loir

Claude Terrouinard, 83 ans, se représente sur le canton de Brou et à la présidence du Département. Il est le candidat rural adoubé par les Chartrains. On connaît dans ce département les oppositions existantes entre les tenants de la ville chef-lieu et le reste du département. Certains autres élus appartenant à la droite et au centre pourraient briguer la présidence. Il existe deux groupes à droite : l'un qui soutient le Président sortant et l'autre nostalgique de l'ère Montgolfier (UPE). Ces deux camps s'affronteront dans certains cantons (notamment dans le drouais). Sur les 15 cantons, les tenants de Claude Terrouinard présentent 23 candidats et n'affrontera pas des candidats UPE bien implantés. Les écologistes, un regroupement à gauche et le Rassemblement National présentent aussi des candidats sur le département, mais de façon plus annecdotique.

L'Eure-et-Loir restera à droite, mais on ne sait encore quelle tendance l'emportera, même si l'hypothèse Terrouinard est la plus vraisemblable.

Crédit Photo: eurelien.fr

29. Finistère

En 2015, la gauche l'a de nouveau emporté gagnant 15 cantons sur 27, dont un au leader des bonnets rouges Christian Troadec. La droite en remportait 12. Nathalie Sarrabezolles (PS) devenait présidente remplaçant le socialiste Pierre Maille, à la tête du département depuis 1998. Depuis la majorité de gauche s'est amenuisée avec le départ de deux élus chez LREM. Aujourd'hui, la victoire de l'« Union de la gauche plurielle et citoyenne », semble indécise après l'échec de la présidente sortante aux sénatoriales et son annonce de ne pas briguer de nouveau la présidence du département. Face à Marc Labbey qui a pris le relais pour conduire la campagne, le divers droite Maël de Calan compte faire basculer des cantons urbains pour l'emporter. On regardera avec attention certains cantons : celui de la présidente sortante à Guipavas où elle affronte notamment le maire de cette commune et n'a pas réussi à faire l'union de la gauche, celui de Brest 3 avec Marc Labbey, celui de Saint-Pol de Léon avec Maël de Calan. La droite espère l'emporter à Saint-Renan et à Quimper 2 où droite et gauche se présentent divisées. Le jeu est donc très ouvert. La majorité sera sans doute à un canton près. Pronostic très légèrement favorable à la gauche.

Crédit Photo: finistere.fr

30. Gard

Françoise Laurent Perrigot (PS), présidente, élue fin 2020, compte bien se représenter. Elle est à la tête d'une majorité étroite 22 élus de gauche (6 PCF, 14 socialistes, 2 écologistes, 4 DVG, 1 LREM) contre 21 à droite (14 LR, 7 UDI et indépendants) et 3 élus du Rassemblement National. Il existe quelques tensions dans la majorité sortante comme dans le canton de Roquemaure où le binôme sortant devrait s'affronter à une candidature de gauche. Cependant la gauche a réussi un regroupement complet sous la bannière « Le Gard pour vous et avec vous ». Compte-tenu de la forte abstention attendue, on risque d'assister à des duels au second tour opposant droite ou gauche face au Rassemblement National qui sera présent dans les 23 cantons sous le slogan « Fier d'être Gardois » et espère bien récupérer plus de 3 élus et se situer en arbitre incontournable. Pronostic réservé en l'état.

Crédit Photo : gard.fr

Crédit Photo: haute-garonne.fr

31. Haute Garonne.

Georges Méric, 73 ans, (PS) sera candidat à un nouveau mandat à la présidence. Il est à la tête d'une majorité écrasante : 46 sièges (42 socialistes, 2 PRG, 1 Generation.s et 1 DVG) contre 8 à l'opposition (4 LR, 2 UDI, 1 MoDem, 1 DVG)

La majorité sortante a réussi une large union (PS, PCF, PRG, Génération.s, Place publique, MRC et Tous pour Toulouse) mais sans EELV et LFI (qui ne présente de candidats que dans la métropole toulousaine.)

La droite, très minoritaire dans ce département, menée par Jean-Baptiste de Scoraille (Toulouse) et Sébastien Cazaulon, s'est regroupée avec LREM, mais ne peut pas espérer inverser la tendance. Il lui faudra batailler pour conserver ses rares positions, notamment à Toulouse 11, où Christophe Lubac, maire de Ramonville peut l'emporter.

Le RN, présent dans les 27 cantons, espère provoquer plusieurs triangulaires comme en 2015 et pouvoir emporter au moins un canton.

La gauche retrouvera des positions quasi inchangées après le scrutin de juin 2021 et pourrait même se renforcer.

Crédit Photo: gers.fr

32. Gers

Président sortant Philippe Martin (PS) canton de Valence-sur-Baïse) se représente sous la bannière « Gers en commun ». Conseiller départemental depuis 1998, il fut ministre de l'Ecologie et est Président de l'Agence de la Biodiversité. La majorité sortante possède 22 sièges (19 PS, 2 PRG, 1 MRC) et l'opposition 12 sièges (8 LR et apparentés, 2 DVD, 1 UDI, 1MR) La gauche présente des binômes largement renouvelés composée de 34 femmes et hommes dont la moitié n'ont eu aucun mandat électif. Elle sera un peu handicapée par la présence de candidats EELV, mais le Président s'est constitué un réseau d'élus locaux fidèles La droite menée par Michel Gambas, maire d'Eauze, table sur l'usure du pouvoir « après 23 ans, il est temps pour le président de passer la main » espère faire basculer 3 cantons pour obtenir la majorité et met en avant l'agriculture et la santé (démographie médicale). Le RN est en embuscade espérant provoquer des triangulaires comme en 2015 ce qui fut favorable à la gauche. Néanmoins une faible participation rendrait impossible ces triangulaires.

Tout semble assez ouvert avec cependant un pronostic favorable à la gauche.

Crédit Photo: gironde.fr

33. Gironde

Jean-Luc Gleyze, Président socialiste et Président des Présidents de gauche, devrait conserver la majorité après les élections départementales. Avec 44 sièges sur 63 la gauche est largement majoritaire. Et le PS a fait une bonne place à ses alliés. Unité donc avec peut-être une exception dans le canton de Lormont. Les opposants eux, sont très divisés. Parfois au sein du même canton comme à La Teste-de-Buch où le binôme Davet/ Antoun devra affronter une candidature de droite dissidente. De même à Gujan-Mestras, où les divisions de la droite donnent une occasion au PS. Le Rassemblement National qui cherche à s'élargir espère récupérer des cantons dans le Médoc, le Blayais ou le Libournais.

Maintien du département dans le giron socialiste.

34. Hérault

Le Président sortant, Kléber Mesquida, 75 ans, (PS) a une large majorité 28 sièges contre 8 pour l'opposition de droite (2 DVD, 4 LR, 2 UDI) et 6 représentants du RN. Il sera candidat à sa propre succession.

L'opposition est divisée. Il y aura quelques cantons qui pourraient changer de bord, mais au total cela ne devrait pas changer grand-chose. Les adhérents d'EELV se sont divisés : contre une alliance avec le Parti Socialiste au niveau départemental et pour au niveau de Montpellier. Ces divisions peuvent bénéficier au Rassemblement National qui, avec le soutien de Robert Menard pèse fortement dans ce département. A noter du reste qu'il n'y a pas de candidat LR contre les candidats qu'il présente dans les trois cantons de sa ville.

Les cinq cantons montpelliérains seront scrutés avec attention, avec des sortants paraissant fragilisés à la suite de la victoire de Michaël Delafosse (Union de la gauche) sur Philippe Saurel (Divers Gauche) aux élections municipales. Le mouvement municipaliste Nous Sommes participera aussi à ce scrutin à Montpellier. Autre particularisme local : certains binômes regroupent un candidat de gauche et un de droite. Maintient à gauche probable.

Crédit Photo: herault.fr

35. Ille-et-Vilaine

Jean-Luc Chenut, président (PS) se représente dans le canton du Rheu. Avec 31 sièges (21 PS, 5 DVD, 2 Gs, 3 PRG), il possède une certaine marge de manœuvre face à une opposition qui compte 22 sièges (8 LR, 7 DVD, 5 UDI, 1 MoDem, 1 PCD) et a trouvé un accord entre PS, PCF, MR et PRG. Par contre il n'a pas trouvé d'accord avec Génération(s) et les écologistes qui sont présents dans 18 cantons.

La majorité espère conforter son score en gagnant quelques cantons, comme celui d'Antrain, Bain-de-Bretagne ou Montauban de Bretagne. La droite ne s'est pas trouvée de leader. Pronostic largement favorable à la gauche.

Crédit Photo: ille-et-vilaine.fr

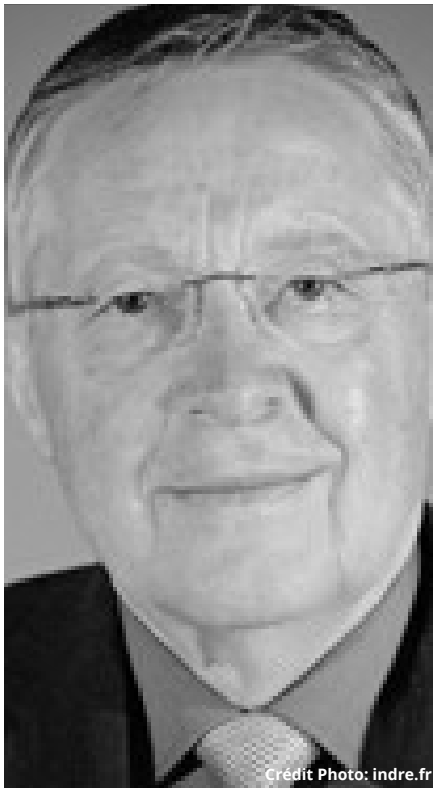
36 Indre.

Le Président sortant, Serge Descout ne se représente pas. Il soutient Marc Fleuret, le maire centriste de Déols, pour lui succéder.

La gauche a 3 cantons actuellement (Argenton-sur-Creuse, Ardentes et Issoudun) mais PS, PC, PCF, écologistes et insoumis ont trouvé un accord et ne présente qu'un binôme par canton (il y en a 13 dans ce département)

Dans le canton d'Issoudun, la gauche finalement se présente divisée avec les conseillers départementaux sortants (Michel Bougault et Lucie Barbier) contre Daniel Guiet et Fanny Ries candidats officiels du PS soutenus par le maire d'Issoudun, André Laignel. L'occasion de récupérer ce canton historiquement à gauche pour la droite avec Régis Bonnin et Sandrine Metz

Le département devrait très probablement rester à droite.


Crédit Photo: indre.fr

37 Indre-et-Loire

Département qui a basculé en 2015. Le Président sortant Jean-Gérard Paumier (LR), 68 ans, est candidat à sa succession à Saint-Avertin et à la Présidence. Il possède une large avance dans l'assemblée sortante 30 sièges (18 LR, 7 UDI, 5 DVD) contre 8 sièges à la gauche (3 PS, 1 DVG, 2 LREM, 2 DVG). Le résultat des élections n'est pas acquis pour autant. Dans ce département, traditionnellement le Conseil Départemental penche du côté politique de la ville de Tours. Or les dernières élections ont vu la défaite de la droite et du centre dans cette ville, et le président de la métropole, maire de La Riche est candidat à Ballan-Miré contre un de ses conseillers municipal LREM soutenu par la droite !

De plus la gauche se présente unie des insoumis aux socialistes, en passant par les communistes et les écologistes avec l'étiquette « Touraine en Commun », et l'on assiste à certaines divisions à droite comme à Tours Nord

A noter que le Rassemblement National tout comme LREM ne présentent que peu de candidats.

Les cantons ruraux restent globalement favorables aux sortants qui sont le plus souvent des élus de la droite et du centre, ce qui devrait permettre le maintien du département dans cette mouvance.

38 Isère

Le président du Département, Jean-Pierre Barbier (LR) est à la tête d'une majorité sortante de 36 sièges (26 LR, 4 UDI, 1 NI, 3 SE, 2 LREM) face à la gauche 22 sièges (13 PS, 4 PCF, 1 DVG, 2 EELV, 1 FSQP, 1 DVG) Il se représente et 29 binômes ont été investis par la droite et le centre "Pour l'Isère".

Sous l'appellation « Printemps Isérois, la gauche et les écologistes ont réussi l'union et présentent des candidatures uniques dans l'ensemble des cantons sauf ceux de Saint-Martin d'Hères (où communistes et écologistes s'affrontent) et d'Echirolles. Les divisions à gauche lors de l'élection à la présidence de la métropole ont laissé des traces et l'on retrouve des candidats proches du Président de la métropole, Christophe Ferrari (ex PS) dans deux cantons (Grenoble 2 et Le Pont-de-Claix) face aux candidats du Printemps Isérois.

Certains binômes proches du MoDem ou de LREM se présentent, parfois avec le soutien de LR. Du reste le MoDem soutient plusieurs binômes de droite, ainsi que Jean-Pierre Barbier.

Le Rassemblement National présente des candidats dans tous les cantons de l'Isère. Maintien probable

39. Jura

La droite dirige le département avec 27 sièges (13 LR, 8 UDI, 5 DVD, 1 MR) face à une opposition de gauche qui a 2 sièges et une minorité de 5 sièges (4 LREM et 1 Agir). Le Président : Clément Pernot (DVD) se représente. Il sera le seul binôme en lice dans son canton de Champagnole. La droite se présente unie et s'est rapprochée de LREM et Agir (qui vote la quasi-totalité des dossiers) ainsi sur Lons 1 le binôme Céline Trossat et Christophe Bois regroupe deux candidats qui siègent dans des groupes différents (Droite et LREM), mais qui ont choisi l'union

Cependant, en élisant Jean-Yves Ravier (PC-PS-EELV) à Lons-le-Saulnier au dépend de Christophe Bois (Agir-LREM) aux dernières municipales, cette ville a changé de bord après 31 ans. A la suite de ce succès, la gauche espère faire aussi basculer le Département. Pour ce faire, elle a eu du mal à s'entendre, mais l'union existe dans plusieurs cantons, même si LFI fait cavalier seul ou avec le PCF ou Nouvelle Donne dans 6 cantons.

En moyenne, il n'y aura que 2 ou 3 binômes par canton sauf sur Lons 2, où on en dénombre 6. Le RN qui n'a que 9 binômes sur les 17 cantons fait acte de présence mais sans réel ambition.

Le département devrait rester à droite.

40. Landes

Xavier Fortinon (PS), président sortant, élu du canton de la Côte d'Argent, se représente. Il a été élu après le décès d'Henri Emmanuelli en 2017. Sur les 30 élus, 20 appartiennent à la gauche (17 PS et 3 Front de gauche), contre 10 à la droite. La gauche a perdu la ville de Dax aux dernières municipales. Le MoDem s'est renforcé avec Geneviève Darrieussec (tête de liste aux régionales). Or, Les Républicains refusent une alliance de premier tour avec MoDem et LREM, contrairement à 2015 où droite et centre se retrouvaient sous l'étiquette « Couleurs Landes ». Ils considèrent avoir une vision différente de ces partis pro-gouvernementaux. Du coup l'intitulé « Couleurs Landes » a été repris par LREM/ MoDem qui présentent des candidats dans les 15 cantons et il y aura des candidats soutenus par LR face à eux dans 7 cantons. LR ne présentant de binômes que là où il pense avoir des chances de succès.

Cette division favorise la gauche qui se présente largement unie. Mais EELV présente 5 binômes dans les cantons qui lui apparaissent les plus favorables. A noter qu'ils ne soutiennent personne dans les autres cantons. LFI est présente avec 6 binômes. A l'extrême droite aussi désunion, puisque des candidats RN auront à affronter des dissidents DINA (Droite indépendante de Nouvelle Aquitaine) avec le soutien de DLF dans 6 cantons. La gauche devrait conserver ce département.

41 Loir-et-Cher

Nicolas Perruchot, 54 ans, qui a succédé à Maurice Leroy en 2017 se retrouve gêné par plusieurs affaires et a décidé de ne pas se représenter lors des prochaines élections. La majorité sortante (8 UDI, 2 DVD, 1 VIA, 8 LR, 3 MoDem) n'a pas encore décidé qui pourrait lui succéder. Les socialistes alliés aux autres forces de gauche ont décidé de présenter des candidats contre les élus de gauche du « Loir-et-Cher Autrement » qu'ils trouvent trop mous. Ils leur reproche notamment d'avoir voté le budget de Nicolas Perruchot. Le MoDem qui a trois sortants a lancé une offensive pour tenter de récupérer ce département en soutenant certaines candidatures de droite et celles du « Loir-et-Cher autrement. » Stéphane Baudu, député et proche de Jacqueline Gourault est à la manœuvre pour mener cette offensive dans ce département centriste qui a deux ministres au gouvernement (Jacqueline Gourault et Marc Fesneau, aussi candidat tête de liste aux régionales). Guillaume Peltier, vice-président national de LR, député, a abandonné la tête de liste aux régionales pour se consacrer au Loir-et-Cher. Il sera candidat pour la première fois sur le canton de Chambord. Le maintien à droite ou la bascule au profit du MoDem risque de se jouer à un ou deux cantons près.

Avantage au maintien de la droite.

Crédit Photo: departement41.fr

42. Loire

Le Président sortant est Georges Ziegler (LR ancien UDI). LR et UDI qui avec les DVD ont 28 sièges sur 42 (18 DVD, 9 LR, 1 UDI) présentent des candidatures communes, alors même que dans ce département, L'UDI a demandé la tête de certains sortants LR, ce qui a du mal à passer ! et appelle à un rassemblement des centres. LREM et ses alliés est présente dans 5 cantons. A noter la présence du député Julien Borowczyk à Montbrison. Le référent départemental LREM, D. Kauffer, maire de St Romain les Atheux, qui est candidat aux départementales montre son opposition à Laurent Wauquiez. La gauche qui a actuellement 14 sièges (6 PS, 1 G.s, 1 EELV, 1 PCF, 1 FI, 2 DVG, 1 LREM) est très largement unie sous l'étiquette « Loire en commun » et présente des binômes dans 20 cantons sur 21. Mais EELV fait cavalier seul dans 5 cantons.

La gauche rêve de conquérir le Département et de l'emporter dans le canton de Georges Ziegler à Saint-Étienne 1, mais le président sortant bénéficie de l'absence de candidat du RN. A surveiller aussi St Etienne 3 avec la candidature de l'opposant au maire face à un binôme regroupant 1 LR et 1 Agir.Le canton de Firminy voit s'affronter l'ancien et le nouveau maire de la commune. Le département devrait rester à droite.

Crédit Photo: loire.fr

Crédit Photo: hauteloire.fr

43 Haute-Loire

Le Président sortant, Jean-Pierre Marcon, 72 ans, ne se représente pas aux élections. La droite possède avec le centre une majorité sortante confortable de 30 sièges (14 UDI, 12 DVD, 5 LR, 1 MoDem) et l'opposition n'a que 5 sièges (4 PS et 1 DVG). 3 DVD font partie de la minorité. Laurent Wauquiez garde un œil attentif sur son département d'origine et sur la présidence à venir

La particularité du département réside dans le faible nombre de candidats, puisqu'au total il n'y a que 34 binômes présents. Dans 5 cantons, il n'y a qu'un binôme candidat (La Boutière, Saint-Paulien, Mezenc, Velay volcanique, Plateau du Haut-Velay granitique). Au Puy, on assiste à 4 duels classique droite/ gauche.

La gauche au total n'aligne que 6 binômes ce qui montre qu'elle-même ne croît pas à une possible conquête du département. Le RN, lui ne présente qu'un binôme dans le canton d'Aurec. Il y aura trois binômes dans un seul canton (Gorges de l'Allier-Gévaudan)

Au total il n'y a que deux interrogations : le résultat dans le canton de Le Puy 3 et le nom de celui ou celle qui remplacera Jean-Pierre Marcon. Sont évoqués les noms de Michel Chapuis, actuel maire du Puy et d'isabelle Valentin, députée. Mais, Marie-Agnès Petit, semble la mieux placée, pouvant satisfaire les divers droite et les pro-Wauquiez.

Crédit Photo: loire-atlantique.fr

44. Loire Atlantique

Département resté à gauche après les élections de 2015 avec une majorité de 32 sièges (20 PS, 8 DVG, 1 GDS, 1 EELV, 2 LREM) contre 30 à droite (16 DVD, 9 LR, 5 UDI). Un seul canton de différence. Le Président, Philippe Grosvalet ne se présente pas et abandonne la vie politique. Michel Ménard (PS), ancien député (2007-2017) est fléché pour lui succéder. La gauche a réussi à faire l'union contrairement à 2015. Toutefois, des candidats LREM dans une douzaine de cantons historiquement de gauche, pourraient créer l'éparpillement des votes. La droite et le centre se sont choisis un leader en la personne de Laurent Turquois (UDI), maire de Saint-Sébastien-sur-Loire. La préfecture a enregistré 134 binômes candidats. Seuls deux cantons feront l'objet d'un duel entre deux binômes de candidats : Saint-Brévin et Saint-Sébastien-sur-Loire. Le canton de Saint-Nazaire 2 comptera quant à lui huit binômes candidats

La droite espère ravir ce département à gauche depuis 2004. Un espoir déçu en 2015 où elle avait échoué à un canton près et qui devrait l'être de nouveau en 2021.

45. Loiret

La droite est traditionnellement très majoritaire dans ce département. Dans l'assemblée sortante elle a 36 sièges (19 LR, 13 DVD, 4 UDI) contre 6 à l'opposition de gauche (5 PS, 1 EELV). Marc Gaudet, 57 ans, (ex UDI) se représente. Il devrait être réélu à Pithiviers où il est en binôme avec Marianne Dubois et récupérer son siège sans problème. La gauche a réussi à faire l'union dans l'est du département, mais part divisée dans d'autres secteurs, notamment dans le Montargois et le grand Orléans (où LFI est présente dans deux cantons et EELV dans 4 cantons).

Le maire d'Orléans, Serge Grouard (LR) a fait la paix avec certains opposants de droite issus de l'ancienne liste Carré comme Olivier Geffroy récemment réintégré, même si certains sont encore candidats comme Marc Costys sur Orléans 2 et Stéphanie Anton à Orléans 4.

La droite et le centre sont globalement unis sauf dans 4 cantons. Dans huit cantons, il n'y a que trois binômes avec de possible gains dès le premier tour si la participation est suffisante. Deux cantons à regarder attentivement : celui de Fleury-les-Aubrais où il y a 7 binômes candidats. La ville est passée à gauche en 2020 et la maire est tête de liste PS pour les régionales dans le Loiret, et celui de Gien où le maire affronte le binôme sortant.

Au total, le challenge sera plutôt pour la gauche de conserver ses positions. Elle risque de se retrouver éliminée dans beaucoup de cantons au second tour.

46. Lot

Serge Rigal, 63 ans, président depuis 2015, (DVG ex PS) conduira l'actuelle majorité de gauche de 21 sièges (15 PS, 6 DVG) avec une minorité de 8 sièges (4 DVD, 3 MR, 1 LREM) et un opposition de 5 LREM. Beaucoup de sortants se représentent. Le Printemps Lotois (FI, citoyens, gilets jaunes, syndicalistes…) cherche, comme en 2015, à agglomérer les protestataires et est présent dans 5 cantons : Cahors 1, 2 et 3, Gramat et Saint-Céré. Le PS, le PC, et EELV (Lot en commun) ont conclu un accord qui arrime EELV.

LREM espère conserver ses sièges et peut être en gagner avec la députée Huguette Tiégna. La droite, elle, a peu de chance dans ce département qui a toujours été à gauche et le restera fort probablement.

Crédit Photo : site du département

47. Lot et Garonne

Sophie Borderie (PS) présidente sortante, qui a succédé en avril 2019 à Pierre Camani se représente. La gauche qui préside le département depuis 2008, détient 26 sièges (16 PS, 4 DVG, 3 PCF, 2 PRG, 1 LREM) fasse à une opposition qui en rassemble 16 (5 LR, 5 DVD, 4 UDI, 2 SE). La gauche part unie (sauf sur 2 cantons) et espère conserver le département et même accroitre son avance. Le Rassemblement National sera présent, lui, dans 16 cantons. « Les 47 », émanation du syndicat agricole CR47 (Coordination Rurale), se présente dans 14 cantons. Le Président de la Chambre d'Agriculture, Serge Bousquet-Cassagne est candidat, avec cette étiquette contre le binôme sortant, dans un canton acquis à la gauche.

La droite (7 cantons) largement unie espère emporter 4 cantons (notamment Agen 2 et Villeneuve sur Lot) et récupérer la majorité.

L'influent maire d'Agen, Jean Dionis, qui considère que « le Département ne fait pas grand-chose et n'est maître d'œuvre de rien », est candidat sur la liste régionale LREM, Centriste de Geneviève Darrieusecq.

En 2015 la gauche l'avait emporté grâce à de nombreuses triangulaires. L'importante abstention prévue ainsi que la présence de « Les 47 » (qui peut prendre des voix au RN) va rendre ces triangulaires plus rares et risque de bénéficier aux candidats de droite et du centre qui sont assez proches des « 47 ». Du reste, ils font candidature commune à Marmande 2 avec le président du syndicat CR et espère bien faire battre la présidente Sophie Borderie (PS°.

Bien que ce soit le cas le moins probable, la droite, avec Pierre Chollet, pourrait récupérer ce département à la surprise générale.

48. Lozère

Ce département le moins peuplé de France (77 000 habitants) avait été la surprise des élections de 2015. A rebours de la vague bleue, la gauche l'avait emporté ici. Le redécoupage des cantons, favorable à la gauche, l'évolution de la population, mais surtout les divisions à droite expliquent cette bascule après 49 présidences successives de centristes et/ou de droite modérée ! Un record.

Sophie Pantel (PS) élue du canton de Saint-Etienne-du-Valdonnez s'est ainsi retrouvée Présidente avec une majorité étroite et très diverse (1 PCF, 3 PS, 6 DVG, 1 EELV, mais aussi de 2 divers droite, 1 Mouvement Radical et 1 MoDem) face à une droite qui compte 10 sièges (5 LR, 4 DVD, 1 UDI). La droite avait toute chance de récupérer ce département mais : les municipales de 2020 ont conforté le maire socialiste de Mende, un grand nombre de cantons n'a aucun candidat du centre et/ou de la droite comme à Saint-Etienne-du Valdonnez, fief de la présidente)

Au total, il ne devrait y avoir que peu de changements. Les cantons de gauche devraient rester à gauche comme Marvejols (où le jeune Paul de Las Case qui rêve de conquérir le département aura bien du mal), Langogne. Ceux à droite devraient le rester comme à Saint-Chély-d'Apcher ou Saint-Alban-sur-Limagnole. Un canton semble indécis, celui de Mende 1.

Aussi, il est fort vraisemblable que la coalition départementale Lozérienne, au final, reste en place.

Crédit Photo: maine-et-loire.fr

49. Maine-et-Loire

La majorité de droite et du centre sortante est assez large : 30 sièges (16 DVD, 8 LR, 6 UDI) face à une opposition de gauche de 12 sièges (6 PS, 6 DVG). Le Président, Christian Gillet, 74 ans, annoncé partant depuis plus de deux ans, se représente en binôme avec Rim Ridane, double championne du monde de boxe française. Mais il trouve en face de lui Christophe Béchu (ancien Président et maire actuel d'Angers), qui investit des candidats contre sa majorité, notamment à Angers sur le canton même de Christian Gillet (Roseline Bienvenu et Emmanuel Capu). Les relations se sont brusquement tendues, Christophe Béchu voulant récupérer le Conseil départemental pour un de ses protégés. De son côté, la gauche a réussi à partir unie en réunissant les socialistes, écologistes, communistes et insoumis. Toutefois, une alternance semble peu probable dans ce département bien marqué à droite. Le pari de Christophe Béchu semble difficile à gagner dans un contexte national peu favorable au pouvoir en place.

Crédit Photo : manche.fr

50. Manche

Marc Lefèvre (DVD), Président du département depuis novembre 2017 (date à laquelle il a succédé au sénateur Philippe Bas, ne se représentera pas, comme 17 autres conseillers sortants. La droite qui est largement majoritaire : 40 sièges (31 DVD, 6 LR, 3 UDI) contre 14 à la gauche (10 PS, 4 DVG) présente des binômes ouverts : LR, UDI et Non-Inscrits. Le Rassemblement National, lui, présente des binômes dans chacun des cantons. LREM avec Agir, les radicaux valoisiens et le MoDem présentent des candidats. La tentative de s'allier avec l'UDI semble n'ayant pas été couronnée de succès. La gauche à cherché à s'unir en déclinant l'accord entre socialistes et écologistes passé au niveau régional.

Dans 5 cantons, il n'y aura pas de second tour car il n'y a que deux candidats (Bricquebec, Créances, Mortain, Pont-Hébert, Valognes).

La droite devrait conserver ce département. Reste à connaître le nom du futur président. Le député Philippe Gosselin (LR), candidat aux départementales pour la première fois sur le canton de Saint-Lô 1, et qui ne brigue pas un poste dans l'exécutif, devrait jouer un rôle important dans la désignation à venir.

Crédit Photo: marne.fr

51. Marne

Avec 34 sièges, la majorité de droite et du centre (23 LR, 9 UDI, 2 DVD) est assez dominante face à une opposition de 10 sièges (7 PS, 1 EELV, 1 GRS, 1 SE). Sur ces 5 cantons détenus par la gauche, 3 sont sur la ville de Reims. Siègent aussi 2 élus du RN (Vitry-le François Champagne et Der). Le Président, Christian Bruyen (app. LR) repart dans le canton de Dormans mais sans la sénatrice (centriste) Françoise Férat. Charles de Courson sera de nouveau candidat. La droite se présentera en ordre dispersé dans 3 cantons (Bourgogne, Reims 5 et Vitry-le-François). La gauche aussi étale des divisions dans 6 cantons (Châlons 1 et 2, Reims 2, 7 et 8 Vitry-le François). La division se trouve aussi à l'extrême droite à Sézanne où deux binômes RN s'affrontent.

Le département devrait rester à droite.

52. Haute-Marne

La droite est très largement majoritaire dans ce département avec 28 sièges (15 DVD, 13 LR), face à 2 PS et 4 RN. Le Président Nicolas Lacroix (LR) repart sous la bannière « Le choix de la Haute-Marne ». A Saint-Dizier il soutient, avec le maire, Quentin Brière, dans les trois cantons, trois binômes Rassemblement national (RN) conduits par Laurence Robert-Dehault, responsable de la Fédération de Haute-Marne du parti de Marine Le Pen. La gauche (EELV, PCF, LFI, PS, Ensemble) a réussi à s'unir sous l'étiquette « Le Printemps haut-marnais ». Les deux élus RN de Saint-Dizier 1 se sont séparés et se représentent chacun de son côté. La droite espère pouvoir récupérer ce canton.

La droite devrait facilement conserver le département.

Crédit Photo: haute-marne.fr

53.Mayenne

Une majorité sortante du centre et de la droite, solide avec 28 élus sur 32. Le Président Olivier Richefou, 62 ans, se représente en binôme avec Corinne Segrétain sur le canton de Saint Berthevin. Si son élection ne semble pas menacée, la bataille sera néanmoins plus âpre sur Laval depuis le changement de majorité municipale en juin dernier. Il doit également composer avec la République En Marche dont certains candidats sont issus des rangs de sa majorité. Toutefois, trois figures emblématiques du mouvement macroniste, Valérie Hayet, Béatrice Mottier et Daniel Lenoir, ne se représentent pas. Olivier Richefou qui devrait être réélu à la présidence du département vise la Présidence de l'ADF.

Crédit Photo: lamayenne.fr

54. Meurthe-et Moselle

Seul département du Grand Est conservé par la gauche après les élections de 2015 avec 28 sièges (18 PS, 3 EELV, 6 PCF, 1 DVG) face à 18 sièges pour le groupe d'opposition UDC présidé par Luc Binsinger (11 LR, 4 DVD, 21 PR, 1 UDI). La gauche se présente largement unie avec le PS, PCF, EELV, Génération. s, Radicaux de gauche, collectif Allons enfants sous la bannière « Ensemble pour une Meurthe-et-Moselle audacieuse et solidaire » dans les 23 cantons. La présidente Valérie Beausert-Leick (PS) l'avait emporté très légèrement dans son canton de Villers-Laxou et le résultat de ce canton sera scruté avec attention, d'autant plus que son binôme Pierre Baumann a perdu les municipales à Laxou.

La gauche qui est au pouvoir depuis 23 ans s'appuie sur un bilan qu'elle considère comme « très positif » et demande de ne « pas changer une formule qui gagne … et que le département mérite de rester à gauche »

Le gain de la ville de Nancy avec Mathieu Klein en 2020 conforte cet espoir.

Pour que le département bascule, il faudrait que la gauche perde 3 cantons, ce que nous n'envisageons pas.

Crédit Photo: meurthe-et-moselle.fr

55. Meuse

La majorité est assez confortable 28 sièges (14 DVD, 9 LR, 5 UDI) contre 6 sièges à la gauche (4 PS, 2 PCF). Le Président Claude Léonard (LR) ne se représente pas. Par contre 24 conseillers départementaux sur 34 y retournent. A noter un binôme qui se sépare et s'oppose à Verdun 1.

La gauche a réussi une alliance qu'elle qualifie d'historique avec EELV, PS, PCF et LFI et présente des candidats communs avec l'espoir d'accéder au second tour.

Cependant le département devrait rester à droite.

56. Morbihan

François Goulard, actuel président (DVD, Agir), après deux mandats, ne se représente pas Dans l'assemblée sortante la majorité de droite et du centre possède 34 sièges (22 DVD, 11 LR, 1 Agir) contre 8 sièges pour l'opposition (5 PS, 1 PCF, 1 PLB, 1 LREM). L'union de la droite et du centre est globalement réalisée sauf quelques candidatures dissidentes comme à Guer, Vannes 1, Pontivy ou Ploërmel

Ce département n'a jamais basculé à gauche et la gauche unie (17 binômes) cherche surtout à conserver ses 4 cantons, notamment à Lorient, ville qui est passée à droite lors des dernières municipales. Risque à Lorient 1, où l'on assiste à la revanche des municipales avec une gauche désunie face à des représentants issus de la majorité du maire Fabrice Loher (Centre droit). Les observateurs regardent aussi le canton de Pontivy où les candidats de la majorité affrontent 4 autres binômes.

Le Rassemblement national sera présent dans seize cantons.

Le département ne devrait pas échapper à la droite et David Lappartient, président de l'Union Cycliste Internationale devrait devenir le nouveau Président du Conseil Départemental.

57. Moselle

Avec 37 sièges (13 UDI, 7 DVD, 1 MR, 1 MoDem, 14 LR, 1 ex DLF), la majorité de droite et du centre est importante face à 14 PS pour l'opposition et 3 non-inscrits (2 LREM et 1 ex DLF). Le Président, Patrick Weiten (UDI-MR) se représente sur le canton de Yutz mais il se heurte à des oppositions au niveau cantonale et des ambitions au niveau départementale comme celle de Jean-Luc Bohl, maire de Montigny-les-Metz ou de David Suck. Dans certains cantons la droite se présente divisée comme à Bitche.

La gauche unie (Pacte Grand Est) avec notamment le PS et EELV, se heurte cependant à des divisions à Metz où trois binômes se présentent avec le soutien de La France Insoumise, Générations et les Radicaux de gauche dans le cadre de « l'Appel inédit » initié par Aurélie Filippetti. Cette division lui compliquera certainement la tâche.

On surveillera les cantons de Metz dont 2 sur 3 sont à gauche avec un nouveau maire LR. A noter le départ du sénateur Masson, figure historique qui ne se représente pas et soutient Marie-Jo Zimmermann

Le canton de Freyming-Merlebach sera aussi observé. Canton à droite, pourtant tenu par la gauche en raison de l'importance du RN. Ce dernier peut espérer l'emporter sur le canton d'Hayange.

Le département devrait rester à droite.

58. Nièvre

La gauche possède une forte avance dans ce fief socialiste depuis 1964, 21 sièges (20 PS, 1 DVG) sur l'opposition de droite 10 sièges (6 LR, 4 DVD). Siègent aussi 1 LREM et 2 MR. Le Président Alain Lassus ne se représente pas.

La forte opposition entre la section de Nevers du PS et la fédération départementale avec mise sous tutelle de l'une par l'autre, débouche sur une crise interne qui peut laisser des traces.

La droite sera présente dans les 17 cantons, sous l'étiquette « La Nièvre ensemble », menée par Jean-Luc Gauthier en tentant de s'inspirer de la méthode utilisée pour l'emporter à Nevers avec une union très large allant jusqu'à LREM (Le maire Denis Thuriot a été réélu au premier tour)

La gauche qui avait subi de fortes pertes en 2015 devrait mieux s'en tirer et pourrait l'emporter dans certains cantons comme Clamecy, Varennes-Vauzelles ou Cosne sur Loire. Par contre certains cantons pourraient être récupérés par la droite Corbigny et Saint-Pierre Le Moutier. Le département restera fort probablement à gauche avec une poussée de la droite et du PCF.

Crédit Photo: nievre.fr

59. Nord

La droite a remporté ce Département en 2015 avec 52 sièges (24 LR, 14 DVD, 11 UDI, 2 MR, 1 Agir) contre 29 sièges à l'opposition (15 PS, 2 DVG, 1 MRC, 1 PRG, 10 PCF) et Jean-René Lecerf (LR) est devenu le président. Elle a profité des désunions de la gauche qui a permis la présence du FN au second tour dans de nombreux cantons. Jean-René Lecerf a annoncé sa décision de ne pas se représenter et une primaire en interne a désigné le premier vice-président, Christian Poiret (Président de Douaisis Agglo), pour briguer la Présidence du département. La droite s'est rassemblée dans le cadre de l'Union pour le Nord, les écologistes tout comme le Rassemblement National aimeraient emporter au moins un canton, ce qui semble possible. Il s'agit d'un des départements que le PS espère récupérer. Pour cela, elle ne veut pas renouveler l'erreur de 2015 et part unie (PS, PCF, EELV) avec des candidatures communes dans la plupart des cantons, sans désigner de candidat pour la présidence. Cependant, les dissensions liées aux municipales de Lille restent vivaces.

Du côté de la droite, l'union n'est pas complète avec des divisions à Lambersart ou à Valenciennes, (où Valérie Liétard alliée au maire Laurent Dagaillaix s'oppose aux candidats de la majorité sortante.)

Gerald Darmanin est candidat dans le canton de Tourcoing-2 en binôme avec Doriane Becue, vice-présidente (DVD) du Département, qui lui a succédé à la mairie de Tourcoing. Le Président sortant voit cette candidature avec bienveillance

Le Département pourrait basculer et revenir dans le giron de la gauche. Le RN aura un poids important et peut se trouver en situation d'arbitre.

60. Oise

La majorité départementale de droite et du centre est dominante avec 30 sièges (21 LR, 6 DVD, 3 UDI), face à une opposition de 8 sièges (4 PCF, 3 PS, 1 LREM) et à 4 élus du Rassemblement National. La Présidente Nadège Lefebvre (LR) candidate sur le canton de Beauvais Nord et à sa réélection à la tête du département, mène la campagne sous l'étiquette « L'Oise en action ».

La gauche unie se retrouve sous la bannière « L'Oise en commun », avec les écologistes mais pas avec LFI qui présente des candidats sur Méru et Montataire.

La droite rassemble LR, UDI et DVD et présente 42 candidats sur les 21 cantons avec 3 parlementaires.

En 2015, le RN était présent au second tour dans tous les cantons, mais ne l'avait emporté qu'à Crépy et Noyon. Il espère pouvoir concrétiser dans d'autres cantons comme à Méru, Montataire ou Nogent.

On note la présence de LREM à Méru, Montataire et Chantilly.

Le Département devrait rester à la droite, mais le RN risque de profiter de l'abstention prévisible pour augmenter le nombre de ses élus.

Crédit Photo: oise.fr

61. Orne

Le président sortant (DVD) Christophe de Ballorre se représente. Il n'a pas de concurrent sur son canton d'Ecouves ! Tout comme à Bretoncelles. Dans l'assemblée sortante la majorité de droite et du centre regroupe 28 sièges (13 LR, 11 DVD, 4 UDI) contre 14 sièges pour l'opposition (11 PS, 3 DVG). A noter la candidature de deux députés (LR) Jérome Nury à Domfront et Véronique Louwagie à l'Aigle et du sénateur (LR) Vincent Segouin à Ceton. A noter aussi que l'ancien ministre Alain Lambert qui présida le département pendant 10 ans (2007-2017) a décidé de ne pas se représenter alors que Joachim Pueyo, le maire (PS) d'Alençon revient et essaie de remporter le siège qu'il avait laissé à Alençon 1.

Sur les 42 élus sortant, 24 briguent un nouveau mandat. La gauche n'a pas réussi à faire l'union la plus large et LFI et PCF se présente sous l'appellation « gauche combative et écologique », comme dans le canton de Mortagne-au-Perche où elle sera face à la droite et au RN. Le RN espère pouvoir emporter un canton et s'intéresse particulièrement à ceux de L'Aigle, Tourouvre-au-Perche et Argentan 2. Mais des dissensions internes compliquent les choses avec l'ancien secrétaire général, Lionel Stiefel qui critique l'inaction de ses successeurs. Le département devrait rester à droite.

62. Pas-de-Calais

L'assemblée sortante est dominée par la gauche avec 40 sièges (30 PS, 2 MDC, 3 DVG, 1 PRG, 1 LREM, 3 PCF) contre 26 sièges à la droite et au centre (7 LR, 6 DVD, 5 UDI, 4 DVD, 3 LREM, 1 MoDem) et 9 élus du RN (12 au moment de l'élection). Le président Jean-Claude Leroy (PS) est de nouveau candidat à Lumbres et souhaite conserver la présidence. Le RN qui a prouvé son implantation dans le bassin minier souhaite transformer l'essai et revenir plus nombreux autour de Marine Le Pen, candidat avec Steeve Briois dans le canton d'Hénin-Beaumont.

Ludovic Pajot maire de Bruay-la-Buissière, jeune ancien député est aussi candidat pour le RN dans son canton. Le RN espère récupérer ce canton, ainsi que ceux de Liévin, Avion,

La ministre Brigitte Bourguignon est candidate dans le canton de Desvres

Michel Dagbert, ancien Président est de nouveau candidat dans le canton de Noeux-les-Mines.

La gauche dominait outrageusement dans ce département. Avant 2015 elle ne laissait que des miettes à la droite. Mais le vent a tourné et la gauche n'a eu qu'un canton de majorité en 2015. Elle bénéficie cependant du fait que la frontière entre Droite et RN est étanche. C'est pour cette raison que la gauche a cherché à réaliser l'union, ce qui ne fut pas possible. La situation se complique avec la démission du maire de Lespesses qui a quitté le PS alors qu'il cherchait à récupérer le canton passé au RN, où celle de Aranud Picq, sacrifié au profit d'un binôme communiste (alors que l'opposition PS/ PCF est un sport local) et Jacques Flahaut, maire (PS) de Cauchy-à-la-Tour qui lui aussi quitte le parti et se présente, lui, en dissidence.

Devant ces problèmes qui peuvent favoriser le RN, le Président s'emploie à élargir sa majorité, notamment vers LREM et MoDem (dont les représentants ont voté le dernier budget).

La droite qui s'appuie sur des positions fortes à Arras, Calais ou Saint-Omer va chercher à grapiller quelques cantons, mais elle aussi souffre de tensions et divisions avec le départ de certains vers le macronisme qui se retrouvent dans un groupe « Centriste ».

Ainsi le Département devrait rester à gauche condamnée à s'élargir et le RN accroître son groupe.

LE JOURNAL DES DEPARTEMENTS

LE 1ER JOURNAL DES DÉPARTEMENTS DE FRANCE

RENDEZ VOUS SUR :
LEJOURNALDESDEPARTEMENTS.FR

63. Puy-de-Dôme

La composition de l'assemblée sortante est diverse et surprenante puisque la majorité n'a que 12 sièges (11MR, 1 LREM) avec une minorité de 19 sièges (9 LR, 7 DVD, 2 UDI, 1 MoDem) et une opposition de 31 sièges (21 PS, 5 PCF, 9 G.s, 1 GRS, 1 DVG). Le Président sortant (depuis 17 ans), Jean-Yves Gouttebel (MR) ne se représente pas.

Dans les cantons de Billom et de Vic-le-Comte, il n'y a que deux binômes et donc un résultat à la fin du premier tour. (en principe)

La gauche a réussi à retrouver une large union après les péripéties du précédent mandat (PS, EELV, PCF, Génération.s, PRG, Nouvelle donne, GRS…) sous l'intitulé « Union départementale de la gauche ». La droite se présente unie et peut espérer quelques gains comme à Sancy, Aigueperse ou Lezoux.

Dans les autres cantons, on s'attend à une stabilité globale avec peut-être le passage au PCF du canton de Mont du Livarois.

Le Rassemblement National affiche un binôme dans les 31 cantons Les élections régionales peuvent avoir une influence sur le scrutin, et favoriser la droite, mais notre pronostic est favorable à la gauche.

Crédit Photo: departements.fr

64.Pyrénées Atlantiques

Département centriste avec un Président MoDem, Jean-Jacques Lasserre qui se représente. L'assemblée sortante est composée d'une majorité de 32 sièges (10 MoDem, 7 UDI, 1 LREM, 8 LR, 6 DVD) contre 22 sièges à l'opposition de gauche (14 PS, 6 DVG, 2 EH Bai)

La gauche n'a pas réussi à faire l'union, en dépit de longue négociations (sans EELV) La gauche se trouve divisée, et ne présente des candidats que dans 21 cantons sous la bannière « La Gauche 64 ». Il y a de nombreuses candidatures éparpillées en dépit de quelques alliances ponctuelles et locales.

La majorité, elle, a réussi l'union sous la bannière "Forces 64" où se retrouvent LR, UDI, DVD, LREM, MoDem, et présente un binôme dans chacun des 27 cantons

Du coup, la majorité pense se renforcer même si à gauche on espère gagner en faisant basculer 4 cantons : Orthez, Artix et les cantons d'Oloron. Cependant les divisions à gauche risquent d'éliminer les candidats qui n'atteindront pas le seuil de 12,5% des inscrits. La députée paloise Josy Poueyto est candidate dans le canton de Pau 1, seul canton entre les mains de l'opposition, avec le soutien de François Bayrou et fera face notamment à Stéphanie Maza et Franck Lamas, jeune militant de Génération. s.

Sur le canton de Pau 2, le chef d'orchestre de l'OPPB sera candidat avec l'adjointe paloise Clarisse Johnson-Le Loher pour conserver ce canton, conquis en 2015, à la majorité départementale. En dépit d'une candidature dissidente, cela semble possible.

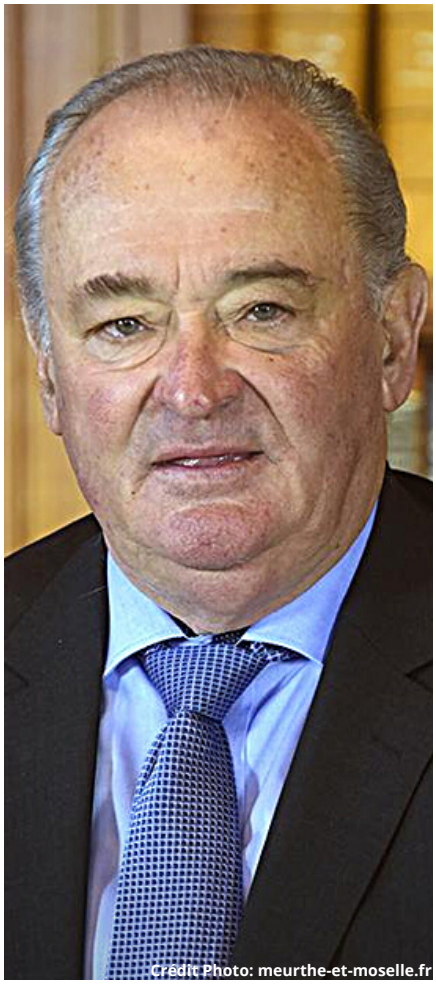
64.Pyrénées Atlantiques Suite

Elue conseillère départementale du canton de Pau 3 (Sud-Est de la ville) en 2015, Josy Poueyto avait quitté le Parlement de Navarre en 2017 après son élection à l'Assemblée nationale. Elle est députée de la première circonscription des Pyrénées-Atlantiques.

A noter que le frère de Jean Lassalle, Julien, sera candidat sous l'étiquette Le Mouvement de la ruralité ! (LMR) et que les abertzale (coalition basque) espère remporter un canton après leurs bons résultats aux municipales.

Le RN, lui, est présent dans 26 cantons, mais trouve sur sa route à Pau d'anciens membres sous l'étiquette DLF

Stabilité prévue


Crédit Photo: meurthe-et-moselle.fr

Crédit Photo: meuse.fr

65. Hautes Pyrénées

Un des fiefs historique restants du Parti Radical de gauche. Le Président Michel Pélieu (ancien sénateur) a remplacé Josette Durieu (PS) en 2001 et se représente dans son canton de Neste, Aure et Louron. Il est à la tête d'une majorité large (jusqu'à LREM) et unie avec 26 sièges (12 PRG, 1 MR, 7 PS, 4 LREM, 2 PCF) face à une opposition réduite à 6 sièges (4 LR, 2 DVD, 1 MR, 1 UDI). Jean Galvany (ancien ministre de l'Agriculture) ne se représente pas

Sur les 17 cantons, certains n'ont que deux binômes candidats Les Coteaux (affrontement entre les sortants DVG et un autre binôme DVG), Neste Aure Louron (le binôme du Président sortant face à un binôme communiste), La Vallée de l'Arros (binôme PS face à un binôme plus à gauche), des Baïses alors qu'à Tarbes 1 ou Aureilhan ils sont 5 à postuler.

A surveiller le canton de Tarbes 3 où les sortants LR font face à l'union de la gauche et écologiste. (Union présente dans tous les cantons de Tarbes)

Le RN est présent dans 10 cantons.

Le Président sortant a annoncé clairement sa volonté de rempiler. Les équilibres départementaux ne devraient pas changer et le Président devrait retrouver son fauteuil.

Crédit Photo: Hermeline Malherbe

66. Pyrénées-Orientales

Hermeline Malherbe-Laurent (PS), élue Présidente pour la première fois en 2010, se représente mais dans un nouveau canton jugé plus facile. Elle est à la tête d'une majorité de 21 sièges (13 PS, 2 DVG, 1 PRG, 5 PCF) face à une opposition de 13 sièges (8 LR, 2 UDI, 2 LREM, 1 DVD, I Agir). La couleur politique du département détenu par les socialistes depuis 1988 dépend de l'union dans chaque camp. A droite, l'image plus centriste du sénateur Jean Sol, permet de rassembler des électeurs pouvant aller jusqu'à LREM.

66. Pyrénées-Orientales Suite

Cependant le maintien du maire du Bacarès Alain Ferrand en dépit de ses problèmes judiciaires, des transferts de la droite vers le RN compliquent sérieusement la tâche. Ainsi sur Perpignan 2, Jean Sol affronte Alain Cavalère qui était n°3 de la liste LREM aux municipales et a rallié le RN.

A gauche EELV a décidé de faire cavalier seul (sauf Jean-Baptiste Llati, porte-parole d'EELV qui est le candidat de la majorité sortante dans le canton Perpignan 4 (celui du Moulin à Vent). Tout comme LFI qui sera présente dans 9 cantons. La gauche a décidé de s'aligner sur la campagne régionale de Carole Delga en reprenant le même slogan « En commun ». « L'indépendant » a recensé six cantons qui pourraient faire la différence : Perpignan I, II et VI ainsi que ceux de la Côte Vermeille, de la plaine d'Illibéris et de la vallée de la Têt. Mais dans ces 6 cantons, le Rassemblement National devrait virer en tête. Avec un score proche de 35%. La gauche divisée dans ces cantons, sera éliminée et assistera en spectatrice au duel LR/FN.

La victoire de Louis Alliot (RN) aux dernières municipales à Perpignan pèse beaucoup, d'autant plus que l'on assiste à certains transferts de la droite vers le RN, comme celui de Gilles Foxonet dans le canton d'Agly ou Alain Cavalière.

Du fait de la division à gauche, dans un contexte de faible mobilisation de l'électorat, le département peut passer entre les mains de la droite classique, voire du RN.

67. – 68. Communauté européenne d'Alsace (Haut-Rhin + Bas-Rhin)

80 conseillers à siéger au sein de la Collectivité européenne d'Alsace, ce « super département regroupant le Haut-Rhin et le Bas-Rhin, né le 1er janvier 2021. Les Républicains et les « divers droite » détiennent 62 sièges sur 80. Dans le Bas-Rhin 19 cantons sur 23. La majorité des conseillers sortants rempilent pour un nouveau mandat. L'actuel président de la CEA, Frédéric Bierry (LR) se représente à Mutzig. A Colmar-2, la ministre déléguée à l'insertion, Brigitte Klinkert est en binôme avec le maire Éric Straumann (LR) tout en conduisant une liste LREM aux élections régionales dans le Grand Est. Le député (MoDem) Bruno Fuchs est candidat à Mulhouse 2.

Avec les gains de viles de Strasbourg et Schiltigheim, les Verts qui partent de façon indépendante dans les cantons strasbourgeois pourraient faire leur entrer à l'assemblée. Le PS aussi vise les cantons strasbourgeois.

La droite présente des candidats dans tous les cantons. Dans le Haut-Rhin, la gauche est totalement unie (y compris EELV) dans une coalition « Printemps Alsacien ».

Le RN, lui aussi, espère pouvoir gagner quelques sièges, ce qui ne semble pas impossible. Le parti autonomiste alsacien aura des candidats dans 21 cantons tout comme le parti régionaliste Unserland. En 2015 le FN avait obtenu 30 % des voix sans avoir d'élu. On peut penser qu'en 2021, il réussira à décrocher au moins un ou deux cantons.

L'Alsace est fortement marquée à droite et devrait le rester.

69. Nouveau Rhône

Christophe Guilloteau (LR), Président, se représente dans son canton de Brignais (seul canton sans RN). Il s'appuie sur une majorité sortante de 14 LR , une minorité de 10 sièges (7 UDI, 2 DVD, 1 LR) et une opposition de gauche de 2 sièges (1 PCF, 1 G.s). A noter qu'en 2015 Il y a eu partout des duels FN/ Droite (sauf à L'Arbresle).

Bien que le périmètre du département ait changé (avec le transfert d'une partie du département vers la métropole lyonnaise), on assiste toujours à cette lutte sourde entre LR et centristes qui existait déjà du temps de Michel Mercier. Le Centre qui a vu le Département lui échapper en 2015 au profit de LR rêve d'une reconquête mais qui semble illusoire, d'autant plus que certains UDI rejoignent la majorité. Il y aura incontestablement une recomposition dans la nouvelle future assemblée. La gauche unie sous la férule de Shella McCarron (G.s sortante) regroupe EELV, PS, PCF, PRG, mais pas LFI (qui cependant ne présente pas de binômes concurrent) . Elle espère remporter plusieurs cantons au-delà de celui qu'elle détient (L'Arbresle). A Villefranche-sur-Saône, LREM avec Antoine Laurent risque d'avoir du mal à se maintenir au second tour. A surveiller le canton de Val d'Oignt où le candidat sortant de la majorité, Antoine Duperray, a rejoint le RN. La droite a réussi l'union avec le Centre sous la bannière « Agir ensemble pour le Rhône » et devrait facilement conserver le Département.

70 Haute Saône

La gauche détient 22 sièges sur 34 face à une opposition composée de 7 LR, 2 DVD et le Président (depuis 20 ans), Yves Krattinger (ex PS) qui se représente sur le canton de Rioz veut conforter et élargir sa majorité, d'abord en conservant les cantons actuels, mais en essayant d'en faire basculer d'autres.

A Vesoul-1, le sénateur et ancien ministre (LR) Alain Joyandet souhaite récupérer le département. Il est aussi la tête de liste départementale pour les élections régionale menée par Gilles Platret (LR). Il dénonce la dérive de certains centristes qui soutiennent Yves Krattinger ou Emmanuel Macron comme Alain Chrétien (ex LR devenu Agir) ancien député et actuel maire de Vesoul à qui il a « passé » la mairie. Alain Joyandet se présente dans un canton où sont candidats les DVD Sylvie Manière et Thomas Oudot (qui ont voté le budget de la majorité), ce dernier adjoint à Vesoul chargé des écoles, est soutenu par le maire Alain Chrétien.

Le RN présente des binômes dans tous les cantons et veut jouer sur les bisbilles internes à droite comme à gauche, et sur ses résultats (il était le premier parti en 2015 et obtient plus de 50% dans certaines communes). Antoine Villedieu, le délégué départemental est candidat sur Lure-2. Compte-tenu de l'abstention prévisible, le RN devrait être souvent présent dans des duels au second tour. Il pourrait se trouver en spectateur ou arbitre du 3ème tour.

Résultat indécis mais avec une tendance favorable à la gauche.

71 Saône-et-Loire

André Accary, Président (LR) a ravi le département à la gauche en 2015 après 11 ans de socialisme dont quelques années avec Montebourg. Il est à la tête d'une majorité de 32 sièges 25 LR, 4 UDI, 1 MR, 2 DVD) face à une opposition de 26 sièges (21 PS, 2 PCF, 1 PRG, 2 DVG). Il se représente dans son canton très favorable à la droite de Paray-le-Monial. A noter que Jean-Patrick Courtois (LR), ancien Sénateur, maire de Mâcon, à la surprise générale, se présente en binôme avec la maire de Charnay-Lès-Mâcon, Christine Robin.

La gauche a réussi à faire l'union dans une dizaine de cantons (LFI, PCF, EELV, Générations) mais sans le Parti socialiste. A droite André Accary joue la carte de l'ouverture avec des « divers gauche » Du reste, il garde ses distances avec le positionnement politique de Gilles Platret.

Les cantons les plus indécis sont entre les mains de la gauche : Chalon-1, Cuiseaux et Hurigny et Autun-2 où le maire d'Autun (MoDem) se présente en ayant annoncé qu'il soutiendrait la politique du Président Accary. La gauche qui avait bénéficié du maintien du Front National et ainsi sauvé quelques cantons, risque de ne plus être dans cette configuration compte-tenu de la difficulté pour se maintenir. A surveiller aussi les cantons de Tournus et Saint-Rémy. Dans le canton le plus favorable à la gauche (Saint-Vallier) elle se présente désunie et le PCF a investit un binôme différent du sortant étiqueté PCF qui se représente. La droite et le RN peuvent espérer profiter de cette désunion. Il suffirait à la gauche de gagner trois cantons, mais cela semble compliqué et elle devra d'abord essayer de maintenir son implantation. Pronostic favorable à la droite qui pourrait se renforcer.

72. Sarthe

Le Président Dominique Le Mèner (DVD ex LR) mène une majorité sortante de 26 sièges (13 LR, 11 DVD, 1 UDI, 12 Soyans Libres) face à une opposition de 16 sièges (9 PS, 4 DVG, 2 PCF, 1 ex EELV). Il sera de nouveau candidat dans son canton de Saint-Calais. A noter que LREM présente des candidats dans tous les cantons.

Annoncée comme une union historique à gauche le 26 avril, les faits paraissent un peu différents. Le PS n'était pas dans cette union et l'on assiste à des doubles candidatures avec les écologistes à Changé, Montval-sur-Loir, La Flèche, Loué, Le Mans 1, 2, 3, 5, 6 (où il y a aussi un binôme extrême-gauche) et Sillé le Guillaume. À noter aussi des oppositions au sein même de la gauche, comme à Ecommoy ou Le Mans 7 et un duel dans le canton Le Mans1 entre la sortante Nelly Heuzé et Charlotte Persant, directrice de cabinet de Stéphane Le Foll maire du Mans. Ces divisions dans un contexte abstentionniste font courir le risque pour la gauche de ne pouvoir participer au second tour dans des cantons où le RN mené par Raymond de Malherbe, est fort. La droite est plus unie sauf à Sablé-sur-Sarthe, La Luze-sur-Sarthe et à Loué où il y a un duel à droite entre Joël Méténier et Catherine Paineau, soutenus par le sortant LR Fabien Lorne opposés à un binôme ayant l'investiture de la majorité sortante. La droite espère récupérer le canton de Savigné-l'Evêque et ainsi élargir sa majorité. Elle devrait rester aux commandes de ce département.

Crédit Photo: marne.fr

73. Savoie

Le Président, Hervé Gaymard (LR), se représente dans le canton d'Albertville. Il est à la tête d'une majorité de 30 sièges (12 LR, 11 DVD, 4 UDI, 3 MoDem) face à une opposition de 8 sièges (6 PS, 2 DVG).

En 2015, le FN était présent dans 9 cantons et 7 fois contre la droite.

Gauche et droite ont globalement réussi à faire l'union. Si bien que dans chaque canton, se retrouvent des candidatures de la droite, la gauche et du Rassemblement Nationale à quelques exceptions avec des concurrence à droite ou au centre (Chambery 1, Chambery 3, La Ravoire, Aix les Bains 1, Albertville 2 Bourg Saint-Maurice. De même quelques divisions à gauche (Chambery 2, Saint-Alban-Leysse, Albertville 2) A noter deux cantons spéciaux : Chambéry 3 où un binôme étrange se présente (UDI- PS) et La Motte-Servelex où ,e se présentent que deux binômes (RN et Droite).

Le département devrait rester à droite.

74. Haute-Savoie

Le Président, Christian Monteil ne se représente pas. La droite a gagné tous les cantons en 2015 mais est divisée en un groupe majoritaire (13 LR, 8 DVD, 4 UDI, 1 MoDem) à côté d'un groupe minoritaire (6 LR, 1 UDI, 1 LREM) 74 binômes sont candidats dans les 17 cantons et près de la moitié des conseillers départementaux ne repartent pas. Lionel Tardy, ancien député d'Annecy est candidat sous l'étiquette DVD sur le canton d'Annecy 4. Les centristes souhaitent se retrouver plus nombreux.et se présentent notamment à Annecy 2 avec Dominique Puthod et Myriam Lhuilier et à Annecy 4 avec Vincent Pacoret et Cécile Monod. Le gain de la ville d'Annecy par François Astorg donne des ailes à l'équipe « Réveillons Annecy » qui devient au niveau départemental «Réinventer la Haute-Savoie » et présente des candidats avec le soutien du PS, d'EELV et Gs, dans 4 cantons : Annecy 1, 2, Seynod et Annecy-le-Vieux. Le véritable suspense ne réside pas dans le résultat puisque l'on voit difficilement ce département basculer, mais plutôt dans le 3ème tour pour la présidence avec un possible duel LR entre Martial Saddier (proche de Laurent Wauquiez, député de la 3ème circonscription qui s'est déclaré candidat) et Virginie Duby-Muller (présidente du groupe majorité départementale). Le nom de Nicolas Rubin est aussi avancé.

Crédit Photo: hautesavoie.fr

76. Seine-Maritime

Bertrand Bellanger (LREM) président proche d'Edouard Philippe est de nouveau candidat. Il possède une majorité très étroite avec 36 sièges (17 LR, 10 DVD, 8 UDI, 1 LREM) face à une opposition de gauche de 30 sièges (26 PS, 4 PCF). A noter une minorité de 4 sièges (2 DVD et 2 DVG). La gauche menée par Christophe Bouillon, maire (PS) de Barentin et Nicolas Roulloy veut profiter de la victoire aux municipales à Rouen avec Nicolas Mayer-Rossignol, à Doudeville avec Daniel Durecu. En 2015, le département est passé à droite, à un canton près (Pour 116 voix à Saint Valéry en Caux) et du fait de divisions au Havre et à Dieppe. La gauche espère conserver tous les cantons gagné en 2015 (ce qui semble possible sauf peut-être pour Darnbétal). Pour l'emporter il lui faut gagner au moins un autre canton (Havre 1 et 2 éventuellement Dieppe 1 et 2 et Rouen 1 ?). Cependant les difficultés entre PS et PCF au niveau régional compliquent un peu la donne

La droite unie (LR, DVD, UDI, MR, LREM et sans étiquette) défend un bilan de bonne gestion expliquant qu'elle n'a pas, contrairement aux socialistes, augmenté les impôts et a réussi à désendetter le département et présente un programme avec 76 propositions. Néanmoins consciente du danger elle se présente comme outsider. Nous pensons que le département pourrait basculer à gauche.

Crédit Photo: seinemaritimes.fr

77. Seine-et Marne

Ce département où coexistent des leaders politiques importants (Jacob, Copé, Jego, Riester, Faure…) avait été remporté par la droite et le centre lors des élections de 2015. 35 sièges pour la majorité (27 LR, 6 UDI, 2 DVD), 6 pour le PS et 6 NI. La majorité a vu Pierre Bacqué rejoindre le RN et Aranud de Bellenet LREM.

Trois présidents se sont succédé pendant la mandature : après la disparition de Jean-Jacques Barbaux, Jean-Louis Thiériot qui lui succède quitte la présidence du Département pour l'Assemblée nationale, remplacé par Patrick Septiers (UDI) en 2018 actuellement président du département.

Aux dernières municipales, la liste à laquelle il appartenait a été battue à la mairie de Moret. Patrick Septiers est candidat à sa réélection, mais les Républicains (LR) comptent sur Jean-François Parigi (secrétaire départemental LR et député) pour reprendre le siège de président. Patrick Septiers a investi des candidats (ex-LR, UDI, Agir, MoDem, DVD et LREM) contre les candidats de l'actuelle majorité départementale : cet affrontement concerne 15 cantons sur 23, au risque de permettre la victoire du Rassemblement National dans certains d'entre eux.

La gauche observe ces divisions avec intérêt, mais ses propres divisions ne devraient pas lui permettre de l'emporter. Le Département devrait rester à droite et le nouveau président serait Jean-François Parigi compte-tenu du poids politique de la majorité départementale sortante.

Crédit Photo: yvelines.fr

Crédit Photo: deux-sevres.fr

Crédit Photo: somme.fr

78. Yvelines

La majorité de droite « Ensemble pour les Yvelines » détient depuis 2015, la totalité des sièges au département. (33 LR, 4 UDI, 2 DVD, 1 CNIP, 2 NI). Pierre Bédier (LR), président, et candidat à Mantes-la-Jolie à son renouvellement, a présenté les candidats d'une majorité très diverse (DVD, LR, UDI, MoDem, LREM) dans les 21 cantons avec 26 sortants et 16 nouveaux. A noter la présence de la député LREM, Florence Granjus et le président du MoDem, Jean-Baptiste Hamonic, maire de Villepreux. Evidemment ces différents candidats soutiennent des listes différentes pour les Régionales, mais chacun s'accorde à penser qu'il s'agit de scrutins radicalement différents.

Difficile pour la majorité sortante de renouveler le grand chelem de 2015 avec les 21 cantons remportés, mais elle conservera indubitablement une

79. Deux Sèvres

Département passé à droite en 2015 avec une majorité de 24 sièges (11 LR, 13 DVD) face à 10 PS. Le Président (LR) du conseil départemental, Hervé de Talhouët-Roy renonce à se représenter. Représentant d'un canton où sa famille est élue sans interruption depuis 1897, il assumait ce poste depuis 2020 depuis le départ de Gilbert Favreau au Sénat, et avait annoncé dès le départ qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat. Il se plaçait clairement comme un Président intérimaire. La droite départementale n'a pas encore désigné son possible successeur. Il manque, semble-t-il d'un patron incontesté dans le département et il y a de nombreux tiraillements, en particulier entre plusieurs conseillères sortantes. La droite devrait conserver le département si elle ne se déchire pas. De son côté, la gauche se présente de façon trop éclatée (candidatures multiples dans les cantons de Celles-sur-Belle, Fontenay-Rohan-Rohan, La Gâtine, Niort 1, Parthenay, La Plaine Niortaise, Saint-Maixent l'Ecole, Thouars) pour espérer l'emporter Du reste son ancien leader,

80. Somme

Le Président Stéphane Haussoulier (DVD), maire de Saint-Valery-sur-Somme a succédé en septembre 2020 à Laurent Somon (LR) élus sénateur. Il est à la tête d'une faible majorité 26 sièges (11 DVD, 7 UDI, 5 LR, 1 LC, 1 Agir, 1 LREM) mais face à une opposition éclatée (8 PS, 1 PRG, 4 PCF, 2 GE, 2 Gs, 2 RN, 1 EXG)

La majorité sortante présente 21 binômes sur les 23 cantons (pas de candidature dans les cantons d'Amiens 3 et de Flixecourt où il n'y a que 2 binômes) . Elle aura parfois face à elle des binômes divers centre. Cette large union est à l'image de ce que Brigitte Fouré a réalisé à Amiens, même si le regroupement avec LREM a été finalement rejeté.

La gauche, sur le papier, a réussi l'union (PS-PCF-EELV-G.s, PRG) dans la quasi-totalité du département sous la bannière « La Somme en commun » en espérant récupérer le département. Mais LFI est présente en indépendante dans 5 cantons comme à Amiens-2, 4 et Gamaches. Et le pôle écologiste (Gs + GE) dans 2.

Le Rassemblement National et son

81. Tarn

Christophe Ramond, président (PS) sortant à une majorité de 28 sièges très étendue (21 PS, 3 DVG, 2 PRG, 1 UDI, 1 DVD) contre 18 sièges à l'opposition de droite (9 LR, 5 UDI, 1 LREM, 3 DVD). Il se représente sur Albi 3 et mène une équipe qui propose la même ouverture avec de nombreux nouveaux candidats, qui s'étirent de la gauche du PS au centre droit. Ainsi par exemple le binôme Martine Gilmer, (PS) socialiste et Denis Soliveres, (centriste). A noter aussi la présence d'Etienne Moulin, président départemental de l'ordre des médecins ou Robert Bousquet le maire de Lacaune. Cette large ouverture, ainsi que certains gros projets, a rebuté EELV qui ira seule dans 10 cantons.

La droite menée par Jean-Luc Alibert, se trouve coincée par ces alliances de la majorité qui ne lui laisse que peu d'espace. Le Rassemblement National espère faire mieux qu'en 2015, où il a participé à 17 second tour sur 23 cantons, mais sans en gagner un. Il compte cette fois-ci pouvoir en emporter au moins un (canton de Graulhet ?). A noter sur Albi 2, père et fille candidats l'un pour le RN et l'autre pour le PS. Le département restera dominé par la gauche.

Crédit Photo: tarn.fr

82. Tarn-et-Garonne

Département resté dans le giron socialiste en 2015, le Président sortant Christian Astruc (ex PRG) est devenu président en 2015 en évinçant Baylet grâce à l'appui de Brigitte Barèges alors maire (LR) de Montauban et au sénateur Yvon Collin (ex PRG) et ennemi de Baylet. Christian Astruc a glissé vers LREM, rompu avec le système Baylet, se retrouve à la tête d'un regroupement du Centre et de la droite assez baroque puisque certains LR sont avec lui et d'autres contre.

Il a une majorité très faible 16 sur 30 sièges.

Le Président sortant à la tête de son équipe « Les mobilisés » aura du mal dans son canton même où il s'oppose à un candidat PRG.

Ce parti espère pouvoir remettre Jean-Michel Baylet, toujours aussi influent, en place.

Ce dernier se dit scandalisé de la « trahison » du Président. La droite, elle, se divise entre pro et anti Astruc

La gauche a fait alliance dans de nombreux cantons, mais il y a des candidatures PCF séparées dans d'autres. La gauche pourrait bien récupérer plusieurs cantons, comme à Caussade avec la députée Valérie Rabault et emporter le département et l'on pourrait assister au retour de Baylet comme président.

Le Rassemblement National devrait pouvoir remporter au moins un canton notamment avec le maire de Moissac, Romain Lopez

Le département pourrait repasser à gauche et même si les socialistes ne se sont pas vraiment prononcés pour Baylet, son retour semble probable.

83. Var

La particularité du département du Var est de n'avoir aucun élu de gauche. En 2015, le Front National avait obtenu 38,90 % à l'issu du premier tour devant la droite (34, 77%). La majorité à 40 sièges (29 LR, 6 DVD, 5 UDI) et l'extrême droite a 4 élus (3 RN). Le Président sortant Marc Giraud (LR) après avoir laissé entendre qu'il ne se représenterait pas s'est finalement décidé à retourner dans le canton de La Crau et à briguer de nouveau la présidence. Il est mis en cause pour un emploi fictif d'une collaboratrice lorsqu'il était maire de Carqueiranne.

Crédit Photo: Marc Giraud

83. Var Suite

A l'analyse des candidatures on constate des triangulaires avec Droite, Gauche et Rassemblement National, comme à Saint-Cyr-sur-Mer ou à Toulon 1 et 4. La gauche part divisée dans 8 cantons : La Crau, Flayosc, La Garde, Hyères (avec même deux candidats écologistes), Roquebrune-sur-Argens, La Seyne-sur-Mer 2, Toulon 2 et 3

La droite, elle, est divisée dans 10 cantons : Draguignan (mais où il n'y a pas de candidat de gauche), Flayosc, La Garde, Hyères, Roquebrune-sur-Argens, Saint-Cyr-sur-Mer, Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, Sainte-Maxime, La Seyne-sur-Mer 1, Solliès-Pont.

Le Président est attaqué au sein de sa majorité notamment par le sénateur (LR) Michel Bonnus, candidat à sa réélection à Toulon, qui accuse Marc Giraud d'avoir passé des accords secrets avec le RN, et parle "tripatouillages" Bien sûr, les remous de PACA avec Muselier ont des répercussions locales puisque Michel Bonnus est proche d'Hubert Falco.

L'enjeu principal de cette élection tourne, en effet autour du RN qui se sent conforter par la victoire de la mairie de Fréjus avec David Rachline. Il devrait profiter de l'abstention prévue, et des atermoiements de LR en PACA pour accroitre son score et augmenter fortement le nombre de ses élus. Le risque d'une division à droite n'est pas à exclure dans ce département où la gauche ne fait que de la figuration.

84. Vaucluse

Le Président, Maurice Chabert (LR), ancien maire de Gordes, 77 ans, ne se représente pas. Il sera suppléant sur son canton d'Apt. Il avait été élu, en 2015, au bénéfice de l'âge et a dû gérer une situation complexe. En effet, la majorité est de 12 sièges (10 LR, 1 UDI, 1 DVD) face à une gauche qui occupe 10 sièges (6 PS, 2 PCF, 2 EELV) et une Extrême droite avec 10 sièges (5 RN, 4 LdS, 1 es RN) et 2 LREM. La situation est donc particulièrement tendue dans ce département où le changement dans un ou deux cantons peut devenir déterminant. Conscient de cela, et surtout d'avoir perdu le département du fait de la désunion en 2015, la gauche a réussi à regrouper 9 partis dont PS, EELV, LFI, PCF et présente un candidat unique dans 16 cantons sur 17 (sauf Pernes-les-Fontaines). Il existe bien quelques candidatures dissidentes mais lorsqu'il n'y a pas de soutien clair, il y a un accord de non-agression. Le PS espère bien récupérer le département. L'éclatement de la droite où quasiment dans chaque canton on trouve deux (voire plus) candidats (souvent un centriste et un LR). Cette division est mortelle, car le RN sera sélectionné dans la plupart des cantons pour le second tour et compte tenu de l'abstention, il risque de n'y avoir qu'un seul concurrent face au RN. La droite peut donc se retrouver souvent éliminée. Pour mémoire, il faut 12,5% des inscrits pour pouvoir concourir ce qui signifie de l'ordre de 30% des exprimés. La droite est ainsi désunie à Apt, Avignon 2, Cheval-Blanc, L'Isle-sous-la-Sorgue, Monteux. Elle va aussi souffrir des tensions au niveau régional. Nous pensons que la droite pourrait perdre ce département au profit de la gauche ou du RN. LREM peut jouer un rôle d'arbitre.

85. Vendée

Yves Auvinet (DVD app LR), président sortant, élu de Chantonnay, à la tête d'une majorité de 32 sièges sur 34 (21 DVD, 7 LR, 3 UDI, 1 LMR). Le mouvement pour la ruralité), a entretenu le suspens mais a finalement annoncé qu'il ne serait pas candidat aux prochaines élections départementales, décision saluée par Bruno Retailleau, ancien Président qui rend hommage à « son goût des autres et son sens du bien commun. », ainsi que par les socialistes.

Si la gauche part unie autour d'un programme « solidaire, écologiste et citoyen » et souhaite « bousculer la droite », elle part toutefois de loin avec actuellement seulement 2 élus socialistes sur les 34 qui constituent l'assemblée. Globalement à droite, comme à gauche, il y a une large union avec seulement quelques rares dissidence. LREM se présente à Aizenay et Fontenay-le-Comte et cherche à dépasser les clivages.

La question en débat n'est pas la couleur politique future du département qui devrait rester à droite, mais plutôt le nom du futur président. Plusieurs prétendants tentent de faire entendre leurs arguments mais Alain Leboeuf (LR) du canton d'Aizenay où il sera réélu assez facilement, tient la corde. Il est très connu dans le département auprès des élus étant Président de Vendée Numérique et de Vendée Energie. L'arbitrage de Bruno Retailleau sera assurément déterminant.

86. Vienne

Bruno Belin élu à la Présidence du Département en 2015 a démissionné en raison du cumul des mandats pour entrer au Sénat et a laissé la place à Alain Pichon (DVD). Ce dernier, candidat à sa succession, est à la tête d'une majorité de droite et du centre de 28 sièges (13 LR, 10 DVD, 1 LC, 1 LMR) face à une opposition de 7 PS. Il y a aussi 3 NI (2 DVD, 1 LREM). A Poitiers, il soutient des candidats issus de la société civile. La gauche espère seulement gagner quelques nouveaux cantons.

La droite a réussi globalement à faire l'union sauf à Chavigny, Civray, Migné-Auxances, Poitiers 2 et Vivonne où on note quelques dissidents.

La gauche aussi se présente unie, sous la bannière « Vienne en transition », avec comme chef de file Mathias Aggoun, ancien directeur de cabinet du maire de Poitiers, Alain Clayes, mais là aussi avec quelques dissidences comme à Poitiers 2, 3, 4 (où Mathias Aggoun est candidat). A Poitiers, la lutte à gauche est sévère à la suite du succès de l'écologiste Léonore Moncond'huy contre Alain Claeys lors des dernières municipales.

LREM présente des candidats dans trois cantons (Châtellerault 3, Poitiers 4 et 5.

Le Rassemblement National est présent dans 11 des 19 cantons, mais le parti est en crise dans le département et on note deux candidatures d'extrême droite à Châtellerault 2.

Quelques cantons seront à surveiller : Poitiers 5 (seul canton de Poitiers dans les mains de la droite) et Chasseneuil-du-Poitou où le score était serré en 2015 (51/49).

En dépit de ses espoirs, la gauche ne semble pas en mesure d'emporter le Département.

87 Haute-Vienne

Département clairement à gauche avec 26 sièges pour la majorité (24 PS, 2 DVG) et une minorité de 4 sièges (3 ADS, 1 PCF). L'opposition a 12 sièges (6 LR, 3 DVD, 2 UDI, 1 MoDem). Jean-Claude Leblois (PS) Président est de nouveau candidat. La gauche se présente officiellement unie sous la bannière « Haute-Vienne unie », elle se trouve de fait très divisée. Dans quasiment tous les cantons sauf à Limoges 9 et Saint-Léonard-de-Noblat, il y a plusieurs candidatures notamment face aux écologistes comme à Couzeix, Limoges 1 et 6, Panazol.

La droite est plus unie et présente 42 candidats sous la bannière « En avant la Haute-Vienne » et s'ouvre largement (MoDem, LREM et anciens socialistes.)

A surveiller quelques cantons importants : Saint-Léonard-de-Noblat où l'avocat Jean Vallière-Vialeix va tenter de faire trébucher Jean-Claude Leblois.

A regarder aussi les cantons que la droite aimerait emporter comme Limoges 2, 4 et 9 (où il y a des sortants à gauche dans une partie bourgeoise de la ville) ainsi que Panazol (commune emportée par la droite) et où le maire de Feytiat, Gaston Chassain va tenter de conserver. La gauche vise Limoges 7 avec Thierry Miguel

Le RN est présent dans 13 cantons. En 2015, il était présent dans 8 cantons au second tour. Il peut compliquer la tâche de la droite, comme de la gauche, mais ne peut espérer emporter un canton.

La droite a beau se plaindre de 102 ans de socialisme et réclamer l'alternance, un basculement semble tout à fait improbable.

88. Vosges

Majorité sortante importante avec 32 sièges à droite et au centre (19 DVD, 10 LR, 2 DVG, 1 UDI) contre 4 sièges à la gauche (2 PS, 2 DVG). François Vannson (LR), président a succédé à Christian Poncelet qui a profondément marqué ce département. Il se représente.

La gauche, très désunie en 2015, se présente de nouveau de façon désordonnée puisque l'alliance PCF, LFI, EELV n'inclue pas le PS, notamment avec des candidats communistes face à ceux de gauche classique à Bruyères, Charmes, Gérardmer, Saint-Dié-des-Vosges. La responsable du PCF, Sandra Blaise, candidate à Raon-l'Etape affirme haut et fort que le PCF est le premier parti de gauche dans les Vosges.

La gauche a fait l'impasse dans certains cantons comme à Darney, Le Thillot ou Le Val-d'Ajol. D'ailleurs dans ces deux derniers cantons les sortants de droite n'ont en face d'eux qu'un binôme du RN.

La droite, elle, est plus unie mais on constate quelques dissidences à Bruyères, Charmes, Golbey ou Neufchâteau.

Le RN est présent dans les 17 cantons. Son responsable Sébastien Humbert est candidat dans le Val d'Ajol. En 2015, il n'avait atteint le second tour dans aucun canton. Ses chances restent limitées.

Maintien de la majorité sortante selon toute probabilité.

89. Yonne

Patrick Gendraud (LR) a succédé en 2017 à André Villiers, touché par le cumul des mandats

Sa majorité est confortable composée de 35 sièges de la droite et du centre élargi (15 LR, 8 UDI, 4 LREM, 4 DVD, 2 MoDem, 2 Agir), en dépit de la fronde de trois élus, ayant constitué un groupe indépendant (2 LR, 1 DVD).

La gauche n'a que 4 sièges (2 PS, 2 LREM). A noter des recompositions politiques (un RN devenant DLF, et 6 conseillers départementaux rejoignant LREM)

Le Président se représente dans son canton et souhaite retrouver son poste à la tête du Département.

Le leader sortant de la gauche, Nicolas Soret, maire de Joigny, ne se représente pas mais a réussi l'union sous la bannière "L'Yonne en Commun, les écologistes et la gauche rassemblée" (PS, EELV, PCF, LFI, GRS) dans les 21 cantons du département pour la première fois. Il n'y a que deux dissidences à Joigny et Vincelles. La gauche réussit donc dans l'Yonne, ce qu'elle et incapable de réaliser au niveau régional.Les divisions à droite, en revanche, sont très nombreuses. (Brienon-sur-Armançon, Chablis, Charny, Cœur de Puisaye, Joigny, Sens, Gatinais-en-Bourgogne).

89. Yonne Suite

Cela vient notamment de la séparation de certains binômes sortants qui se représente de façon indépendante comme à Avallon, Cœur-de-Puisaye, Thorigny-sur-Oreuse, Charny-Orée-de-Puisaye.

On assiste en fait à une certaine recomposition à droite et au centre avec une lutte entre les partisans d'André Villiers (Centriste) et les LR.

Le RN est présent dans tous les cantons et espère augmenter son nombre d'élus, ce qui semble possible.

Dans ce département fortement marqué à droite, les divisions dans ce camp vont amoindrir son score et devrait lui faire perdre quelques cantons. Mais le Département devrait rester à droite et au centre. Dans la rivalité interne entre LR et Centriste, les voix des élus DVD et indépendants joueront un rôle capital pour le 3ème tour.

90. Territoire de Belfort

La majorité sortante comprend 12 sièges (9 LR, 2 MoDem, 1 UDI) contre 6 sièges à une opposition de gauche éclatée entre DVG, GRS dont Bastien Faudot, tête de liste départementale « Le temps des cerises » pour les régionales. Le président Florian Bouquet (LR) est candidat à sa propre succession.

Ce département qui n'est composé que de 9 cantons, soit 18 élus, traditionnellement à gauche, a basculé en 2015.

Damien Meslot, maire de Belfort, le vrai « patron » à droite soutient le Président et ami sortant et met son poids dans la bataille. Les parlementaires aussi sont en soutien avec la candidature de Ian Boucard (LR) à Belfort 3 et de Cédric Perrin (LR) à Delle (où il est le seul binôme)

La droite ne souffre que de deux petites dissidences à Belfort 1 et 2. La gauche semble unie partout. LREM est présente dans deux cantons (Belfort 1 et Valdoie). Le RN n'est présent que dans deux cantons. Et il n'y a pas de candidat de gauche dans deux cantons (Châtenoy-les-Forges et Delle.)

Le département devrait rester à droite, sans difficulté.

91. Essonne

François Durovray (LR) candidat sur le canton de Vigneux-sur-Seine et à sa succession à la tête du département, possède une majorité de 27 sièges (18 LR, 2 UDI, 3 DVD, 1 MoDem, 2 ex DLF, 1 app. LREM) face à une opposition de gauche de 14 sièges (8 PS, 2EELV, 1 PCF) et 4 NI (3 LR, 1 LREM).

Sous la bannière « Naturellement l'Essonne ! » regroupe plusieurs partis de gauche dont PS, EELV et PCF. Elle espère, après d'assez bons résultats aux municipales, pouvoir récupérer le département. Ni Jérôme Guedj ni Georges Tron ne se représentent.

Le RN, lui, est présent dans tous les cantons.

Beaucoup de cantons se trouvant dans une situation indécise, nous en avons analysé un certain nombre : Arpajon (avantage à la droite) ; Athis-Mons (possibilité gauche avec droite très divisée), Bretigny-sur-Orge (demeure à droite), Corbeil-Essonnes (indécis avec léger avantage à la gauche) Dourdan (reste à droite) Draveil (grosses divisions à droite, possible passage à gauche) ; Draveil (indécis, grosses division à droite, possible à gauche) ; Epinay-sur-Sénart (léger avantage à droite) ; Evry-Courcouronnes (divisions à droite et à gauche, léger avantage à la gauche) ; Gif-sur-Yvette (reste à droite) : Longjumeau (reste à droite en dépit des divisions) ; Massy (bascule possible à droite avec le maire de Massy, Nicolas Samsoen) ; Mennecy (reste à droite) ; Palaiseau (indécis, peut passer à droite) ; Ris-Orangis (reste à gauche) ; Sainte-Geneviève-des-Bois (reste à gauche) ; Ulis (indécis pourrait passer à gauche) ; Vigneux (reste à droite) ; Viry-Châtillon (reste à droite) ; Yerres (reste à droite).

De cette étude, il ressort que la droite devrait conserver ses positions et ainsi conserver le Département.

92. Hauts-de-Seine

Le Président (LR) Georges Siffredi qui a succédé à Patrick Devedjian possède une majorité confortable de 38 sièges (24 LR, 10 UDI, 2 DVD, 1 MoDem, 1 ex LREM) face à une opposition de 8 sièges (5 PCF, 1 GC, 2 PS).

Gauche et droite n'ont pu empêcher les dissidences nombreuses. Ainsi à droite plusieurs candidats se combattent à Anthony, Boulogne-Billancourt 1, 2, Clichy, Colombes 1, Courbevoie 1, Gennevilliers, Issy-les-Moulineaux, Levallois-Perret, Nanterre 1,2, Neuilly-sur-Seine et Rueil-Malmaison, soit un total de 12 cantons.

A gauche il y a aussi des divisions à : Asnières-sur-Seine, Bagneux, Boulogne-Billancourt 1, 2, Chatillon, Clamart, Clichy, Colombes 1, 2, Courbevoie 1, 2, Gennevilliers, Montrouge, Nanterre 1, 2. Soit un total de 15 cantons.

Le RN est présent partout et LREM dans quelques cantons : Antony, Chatenay-Malabry, Clamart, Clichy, Colombes 1, 2, Courbevoie 2, Montrouge, Rueil-Malmaison, Saint-Cloud.

Le département devrait bien évidemment demeurer à droite et Georges Siffredi être réélu facilement. Il faudra regarder le score de LREM dans les cantons où il est présent.

Crédit Photo: hauts-de-seine.fr

93. Seine-Saint-Denis

Stéphane Troussel (PS) président sortant se représente. Il est à la tête d'une majorité de 24 sièges (9 PS, 1 PRG, 1 DVG, 7 PCF, 1 E !, 2 EELV, 3 LFI) face à une opposition de 18 sièges (11 LR, 2 UDI, 1 MoDem, 2 DVD, 2 Agir,)

En général dans ce département PS et PCF se présentent en ordre dispersé. Sous l'égide du Président sortant, une alliance à gauche s'est réalisée, (G + EELV + Gs+ PRG + GRS) mais sans le PCF ni LFI. Cependant un accord a été trouvé au cas par cas dans 14 cantons sur 21. Pour le responsable du PCF, Gilles Poux, quand il n'y a pas de risque à droite, « les idées différents doivent s'exprimer ». LFI a fait alliance avec le PCF comme à Tremblay-Montfermeil. Le département historiquement fief du PCF penche de plus en plus à droite. Il faut dire qu'après les municipales qui ont vu la victoire de la droite à Aubervilliers Saint-Denis, Villetaneuse et Bondy, il y a un risque de basculement. Il faudra surveiller du coup particulièrement 5 cantons : Saint-Ouen, Aubervilliers, Sevran (où il y avait 34 vois d'écart en 2015), Villepinte, Noisy-le-Grand et Tremblay-en-France. La « vraie-fausse alliance à gauche (alors qu'au niveau régional il y a au moins trois listes à gauche et que le maire socialiste de Panton a quitté la campagne régionale d'Audrey Pulvar) devrait permettre à la gauche de conserver le département (mais en perdant peut être un ou deux cantons, et à Stéphane Troussel de redevenir Président.

94. Val de Marne

Seul département resté dans le giron des communistes. La gauche avec 28 sièges (16 PCF, 2 LFI, 7 PS, 1 EELV, 1 GC, 1 MRC) face à une opposition de droite qui a 22 sièges (19 LR, 3 UDI, 1 ex MoDem)

La droite se présente unie et présente des candidatures uniques avec de très nombreux maires : Chennevières-sur-Marne, Charenton-le-Pont, Choisy-le-Roi, Maisons-Alfort, Villecresnes, Ormesson-sur-Marne, Limeil-Brévannes, Valenton, Villiers-sur-Marne, Saint-Mandé. Elle s'appuie aussi sur les municipalités ravies aux communistes l'année dernière comme Champigny-sur-Marne, Choisy, Valenton ou Villeneuve-Saint-Georges.

Constatant que maintenant dans le département, il y a 16 communes à gauche contre 31 à droite, les élus de « Réveillons le Val-de-Marne » espèrent faire basculer ce département où la situation était très tangente dans 3 cantons en 2015 et n'avaient été emportés qu'à quelques voix. Il faudra surveiller quelques cantons Vitry, Choisy, ou L'Haÿ-les-Roses, mais la stratégie d'indépendance d'EELV peut compliquer les choses pour la gauche.

Pour ces différentes raisons, nous pencherions pour une victoire de la droite dans ce département communiste historique. Cependant l'attitude de LREM et du MoDem qui présentent des candidats dans un très grand nombre de cantons, notamment avec les députés Jean-François Mbaye et Guillaume Gouffier-Cha peut modifier la donne.

Nous pensons néanmoins que leur faible implantation locale ne modifiera pas ce passage à droite.

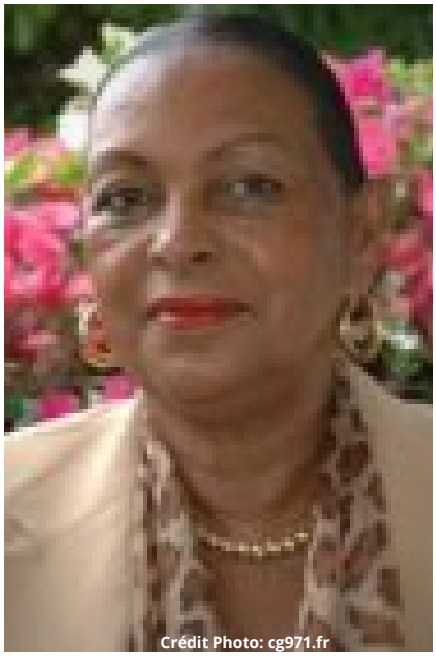
95. Val d'Oise

Marie-Christine Cavecchi, présidente (LR) se représente. Elle est à la tête d'une majorité confortable et très homogène de 32 sièges (17 LR, 15 DVD) face à une opposition de 10 PS.

Les Républicains sous l'égide du président de la fédération Sébastien Meurant, veulent vraiment verrouiller la future majorité et éviter tout risque de transfuge vers LREM. Pour ce faire ils ont investi un certain nombre de binôme mais, curieusement, certains sortants ne bénéficient pas de ce soutien et d'autres ont été découragés. Il n'y a que 13 élus de cette majorité qui repartent.

La Présidente sortante s'est fait élire à la présidence de l'UVO (Union pour le Val d'Oise) et a validé ces choix.

Un grand absent parmi cette liste : Gérard Seimbille, conseiller départemental du canton de Pontoise et vice-président chargé notamment des finances, ainsi que Philippe Metezeau, vice-président sortant en charge des Solidarités. 16 cantons remportés sur les 21, la droite et le centre espèrent une nouvelle victoire mais trouvent des candidats de LREM et MoDem en face d'eux (il a investi.5 binômes et en soutient 6). Le département historiquement à droite n'avait basculé qu'une fois et pour trois ans en 2008. En 2015, arrivé en tête du premier tour, le FN avait systématiquement échoué au second tour et espère bien prendre sa revanche en surfant sur le thème de l'insécurité. La droite devrait conserver ce Département.


Crédit Photo: cg971.fr

971. Guadeloupe

Josette Borel-Lincertin (FGPS) est candidate à sa reconduction dans son canton des Abymes. Elle est à la tête d'une majorité de 26 sièges (16 PS, 5 PPDG : Parti Progressiste Démocratique Guadeloupéenne), 2 Frapp (Force de rassemblement abyssien pour le progrès et 3 DVG) contre une opposition de 16 sièges (12 GUSR : Guadeloupe Unie, Solidaire et Responsable, 2 LR, 2 DVD). La présidente est sous le coup d'une mise en garde à vue en mai pour le recrutement de son adjointe Manuelle Avril à l'Office de l'Eau, tout comme le président du conseil Régional Ary Chalus (LREM) qui a aussi été l'objet d'une garde à vue pour abus de confiance, complicité de détournement de fonds publics et financement illégal de campagne électoral. Nul doute que ces situations vont marquer les élections et le résultat attendu.

971. Guadeloupe Suite

Ils sont 73 binômes à se présenter dans les 21 cantons. 8 à Sainte-Anne, alors qu'il n'y a qu'un binôme (après l'invalidation de celle concurrente) à Sainte Rose avec Amireille-Jomie et Adrien Baron. On surveillera particulièrement le canton de Pointe-à-Pitre, revanche des dernières municipales entre ancienne et nouvelle équipe.

Situation indécise à Morne-à L'Eau, avec le sortant Jean Dartron avec un nouveau binôme Nadia Négrit face à celui avec Guetty Labuthie et Victoire Jasmin et aussi Georges Hermin et Michelle Makaya-Zénon.

A Saint-François, Teddy Mary l'ancien 1er adjoint de Laurent Bernier est allié avec Sophie Péroumal du PPDG s'oppose au 2ème Adjoint Jean-Luc Périan avec Sabrina Robin de la Désirade. Se présentent aussi Christiane Delannay-Clara et Lucien Parshad.

Au Gosier, se présente le binôme de la majorité municipale Emmery Beauperthuy et Teddy Olivier Barbin. Il se retrouve face à 4 autres binômes.

A souligner aussi le duel à Baie-Mahault entre Hélène Polifonte-Molia et Sylvie Chammougon-Anno et à Sainte-Rose, Fauvert Savan et Adrien Baron.

Dans le canton Bouillante-Vieux-Habitants-Baillif, les 3 maires sont engagés

On s'attend à un maintien des forces en présence, mais à un possible changement à la présidence.

974. La Réunion

127 binômes sont candidats dans les 25 cantons de l'île Avec un renouvellement attendu puisque de la moitié (25) des élus sortants ne sont pas candidats. Certains forcés pour des raisons judicaires comme Marie-Paule Balaya, Sandra Sinimalé ou Alain Armand ou déclaré inéligible comme Marie-Gertrude Carpanin. Olivier Rivière, aussi rendu inéligible, se présente cependant car il y a un recours suspensif au Conseil d'Etat.

Dans certains cantons, il y aura simplement un duel (L'Etang-Salé, Saint-Joseph, Saint-Pierre 3), alors qu'à Saint-André 1 il y a 9 binômes et à Saint-Paul 3, 14 !

Plusieurs maires sont candidats comme André Thien-Ah-Koon (Tampon) , Jean-Claude Lacouture (Etang-Salé), Serge Hoarau (Petite Ile), Jeannick Atchapa (Bras-Panon), Bruno Domen, (Saint-Leu), Bachil Valy, (Entre-Deux), Eric Ferrère (Avirons) et des parlementaires, la députée comme Nathalie Bassire (Tampon) et la sénatrice et ancienne présidente du Département à Saint-Denis.

LR a investi 4 binômes et en soutient 7, mais la logique départementale n'est pas la même que celle des régionales. A l'Etang-Salé les deux binômes concurrents Jean-Claude Lacouture face à Éric Ferrère soutiennent tous deux Didier Robert aux régionales tout comme à Tampon 1 avec André Thien-Ah-Koon, face à la députée Nathalie Bassire, proche du président de Région.

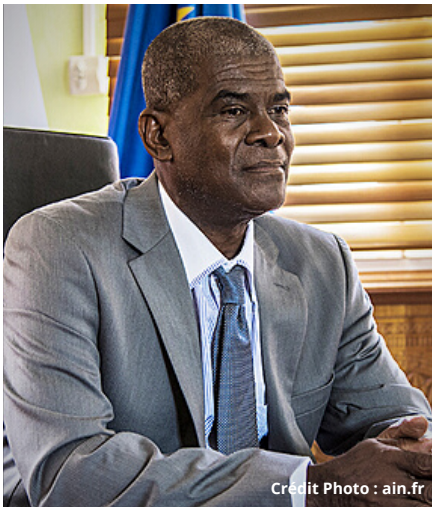
974. La Réunion Suite

Des duels fratricides souvent incompréhensibles comme dans le canton du Port avec la lutte entre deux binômes soutiens de la majorité municipale, à Saint-André 2 et 3 et à Saint-Denis 4, Saint-Paul 3 et Sainte-Marie avec des bagarres entre d'anciens proches.

Le renouvellement attendu et les situations très complexes de confrontations internes rendent les pronostics pour le troisième tour délicats.

Si Cyrille Melchior est candidat à sa propre succession, il doit compter avec plusieurs candidats à droite et à gauche comme Serge Haorau, le maire de Petite Ile qui devrait être candidat pour la gauche et le centre. L'élection à la présidence sera fonction des négociations internes.

Crédit Photo: departement974.fr


Crédit Photo : ain.fr

976. Mayotte

Le président (LR), Ibrahim Soibahadine Ramadani : ancien sénateur, est à la tête d'une majorité de 17 sièges très diverse (12 LR, 2 NEMa : Nouvel Elan pour Mayotte, 1 UNFCS Union des Nouvelles Forces de la Commune de Sada, 1 MDM : Mouvement pour le Développement de Mayotte), face à une opposition tout aussi diverse de 9 sièges (5 MDM, 2 UDI, 1 UNFCS, 1 UORM : Union pour le Renouveau de Mayotte). Il ne se représente pas comme certains élus importants : Issoufi Ahamada « Hadj Mhoko »ou l'ancien président Ahmed Attoumani Douchina.

En 2015, on avait assisté à l'échec de la gauche mahoraise, si bien que l'organisation politique est plus humaine et géographique que politique.

74 binômes postulent pour 13 cantons. A Mamoudzou 3, 10 binômes se présentent, 9 à Boueni et Mtsamboro, 7 à Sada, 7. En revanche 2 binômes à Dzaoudzi, et 3 à Dembéni. Plusieurs sortants sont candidats à leur propre succession comme la 1ère vice-présidente, Fatima Souffou, candidate à Labattoir avec l'ancien maire de Dzaoudzi Labattoir Mohamadi Bacari Mcolo.

976. Mayotte Suite

A noter qu'un seul binôme se représente ensemble, Daniel Zadani et Soihirat El Hada à Pamandzi.

Certains sujets habituels et non réglés restent au cœur de la campagne : la santé, l'économie, l'immigration, la piste longue, les problèmes de l'eau, les rapports avec l'Etat…

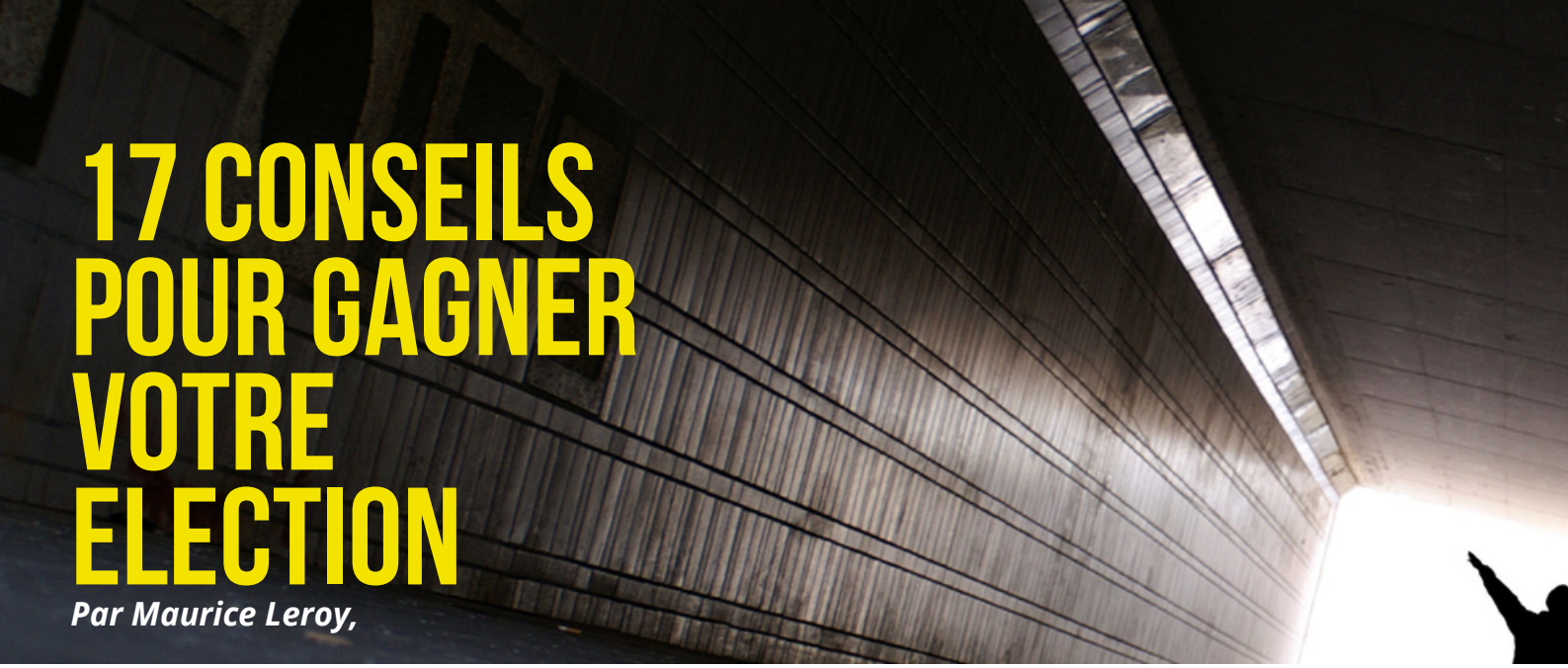
Bien sûr les partis traditionnels sont au rendez-vous (MDM, LR, MoDem, PS, LREM, Néma, LFI, RN, Parti Social Mahorais, UDI. Et des petits mouvements émergents comme LTA-Le Temps d'Agir, Maore Solidaire… mais c'est le troisième tour qui occupe les esprits.

De nombreux candidats se sont déclarés pour succéder à Ibrahim Soibahadine Ramadani : Issa Abdou, tout d'abord, le vice-président en charge du social membre du MDM (MDM progressiste mais pas soutenu par le MDM) qui plaide pour la continuité, Ali Debré Combo candidat à Mamoudzou 3 en binôme avec Saoudat Abdou, Abdullah-Big Mikadi qui fait campagne en demandant à récupérer la compétence régionale, Ahamadi Boura, plutôt centre-gauche, qui veut défendre le canton du Nord et surtout Mansour Kamandrine (LR) prêt à abandonner son poste de député. Un maintien de la même majorité avec des recompositions politiques parait le plus probable.

LE JOURNAL DES DEPARTEMENTS

LE 1ER JOURNAL DES DÉPARTEMENTS DE FRANCE

RENDEZ VOUS SUR :
LEJOURNALDESDEPARTEMENTS.FR



17 CONSEILS POUR GAGNER VOTRE ELECTION

Par Maurice Leroy,

DOSSIER LES CONSEILS DE LA REDACTION :

1. Ne cherchez pas à convaincre vos opposants

Il existe un piège classique dans lequel tombent de nombreux candidats, celui de vouloir convaincre l'opposant. C'est beaucoup de temps perdu pour un résultat aléatoire et très probablement nul. Pendant ce temps vous délaissez vos proches et vos partisans.

2. Gérez vos militants

Ils ont un rôle essentiel et il faut les conforter. Mais ne vous laissez pas envahir par leurs remarques souvent déconnectées (l'avis de la personne rencontrée la veille sur le marché n'est pas parole d'évangile !). Ne vous laissez pas entraîner dans les guéguerres qu'ils adorent. Bagarres de colleurs d'affiches ou propos offensants. Ils 'agit de temps perdu pour un bénéfice nul.

3. Pensez aux procurations

En posant la question autour de vous, vous découvrirez que de nombreuses personnes (même des très proches) ne pourront être présents lors des scrutins concernés. Il faut organiser le système des procurations avec des personnes qui peuvent les prendre en charge.

4. Soignez vos proches

Comme ils sont convaincus, on a tendance à les ignorer, à les laisser sur le bord du chemin. Or, ce sont eux qui vont démultiplier votre action. Il faut savoir les remercier, les écouter, les informer et organiser des rencontres conviviales. Leur parole sera d'autant plus écouté qu'ils n'ont pas un intérêt direct dans votre élection ce qui les rend plus crédibles que le candidat.

5. Envoyez des messages au quotidien

Il y a les anniversaires, les fêtes et tous les événements de la vie où vous pouvez montrer votre soutien, votre intérêt. Un message personnalisé est un redoutable moyen de manifester son intérêt ou sa proximité. Bien sûr cette stratégie ne doit pas se lancer quelques jours avant le scrutin. C'est dès l'élection qu'il faut penser à la prochaine.

6. Ecrivez personnalisé

Toujours surpris de constater que la plupart des candidats se retrouvent avec des listings faméliques ou inexistants au moment des élections. Les adresses et coordonnées doivent se récupérer et être gérées avec attention. Cela permettra le moment voulu d'envoyer par adressage un courrier personnalisé à une grosse partie des électeurs. Avec un petit mot manuscrit ajouté. Effet garanti !

5. Elargissez le cercle

Vos amis, les militants convaincus doivent être vos meilleurs ambassadeurs pour élargir votre cercle. Ils doivent vous recruter de nouveaux proches qui démultiplieront votre action. Bien sûr les fameuses rencontres chez l'ami qui invite ses amis (les réunion Tupperware) est un très bon moyen, dans un cadre convivial pour élargir son cercle. Comme la crise sanitaire limite le nombre de participants, il faut se concentrer sur des recrutements efficaces pour la campagne.

8. Apportez toute votre attention à la profession de foi

Il s'agit du seul document qui ira dans tous les foyers. Elle est souvent lue avec attention et peut avoir un rôle déterminant. Ecrivez simple, présentez simple. Pas trop de texte et quelques phrases qui ressortent. Utilisez le gras et le soulignement. Soignez la photo et son environnement.

9. Intéressez-vous à tous

Il y a bien sûr les élus, les responsables ou ceux qui sont au premier plan, mais pensez à voir les autres, ceux que l'on oublie souvent. Ils ont préparé le verre, arrangé la salle, récupéré les vestiaires ou préparé les sandwichs. Dans une manifestation publique, allez toujours rencontrer ces ignorés des podiums.

10. Bénéficiez de la prime au sortant

Dans ce contexte très particulier de crise sanitaire, il y a incontestablement une prime pour ceux qui ont eu à gérer ces périodes sur le terrain. Ils sont crédités d'un travail efficace. Si vous appartenez à une de ces équipes, vous devez valoriser cette réalité. Plus que des partis politiques, c'est cet état que vous devez mettre en avant.

11. Parlez union

Même si l'électeur fait souvent preuve, au premier chef, de positions claniques, il adore l'union. Essayez de la réaliser. C'est fondamental dans le cadre de ces élections où le couperet des 12,5% des inscrits va écarter beaucoup de candidats au second tour. Si vous n'avez pas réussi l'union, parlez-en pour vous en prévaloir ou regretter les dissidences.

12. Critiquez les sortants, mais avec mesure

Ils auraient pu faire mieux. Et il faut diminuer les crédits consacrés aux relations publiques, aux réceptions et aux frais divers pour se consacrer à plus d'investissement. Eviter les lourdeurs et le clientélisme.

13. Systématisez le porte-à-porte

Cela reste le meilleur moyen de dénicher des électeurs. Choisissez attentivement votre quartier ou secteur. Vous devez privilégier les endroits où vous avez les meilleurs résultats. Il vous faut mobiliser par ce biais, les vôtres. Il ne s'agit pas d'asséner un programme à celui qui vous ouvre sa porte mais simplement de l'écouter. Lui poser les bonnes questions, voir si on peut obtenir des procurations, ne pas oublier de laisser un document.

14. Allez chercher les abstentionnistes

L'idée consiste à aller à la rencontre d'électeurs qui, d'ordinaire, ne votent pas. Il est beaucoup plus facile de convaincre un électeur abstentionniste d'aller voter qu'un électeur de changer de camp. Analysez les abstentionnistes en termes d'âges, de revenus et de centres d'intérêt pour leur parler au plus près.

15. Ecoutez

Vous avez un très beau programme et des idées originales et intéressantes ! Bravo ! Mais les personnes que vous rencontrez veulent pouvoir s'exprimer. N'accaparez pas la parole et écoutez. Retenez les conseils du vendeur. Vous devez connaître les questions de vos interlocuteurs plutôt que vouloir leur débiter vos réponses.

16. Parlez des thèmes qui intéressent votre électorat

Personne ne connaît, ni ne comprend les compétences des différents niveaux de collectivités. Dommage ! Certes ! Mais il est trop tard pour vous lancer dans un cours d'éducation civique. Vous connaissez les thèmes qui intéressent vos électeurs (voir dossier dans ce journal). A vous d'adapter le discours et les propositions liés à ce thème aux compétences du département.

17. Refusez le piège des polémiques

Pendant la campagne, vous êtes agacé par les propos ou les agissements de votre concurrent ou adversaire. C'est normal ! Vous brulez d'envie de les dénoncer, de sortir un tract virulent pour répondre de façon que vous croyez définitive. Gardez-vous de ce piège qui va donner de l'importance à un fait souvent mineur et mette la puce à l'oreille de personnes qui n'en savaient rien ;

DES PODCASTS POUR METTRE EN AVANT VOTRE EXPERTISE ET VOTRE TALENT

Vous êtes un élu, un cadre territorial ? nos podcasts ont vocation à mettre en avant celles et ceux qui font vibrer la république dans nos territoires ! vos idées, votre expérience, votre personnalité !

Économie, résilience, numérique, engagement républicain, covid 19, la rédaction du Journal des Département traite l'ensemble des sujets inhérents de votre collectivité.

Le Groupe produit 200 podcasts tous les ans dans le but de promouvoir nos territoires et l'ensemble des nombreux talents qui y sont cachés !

N'hésitez pas à nous contacter et participez dès maintenant aux podcasts des territoires !

Frais technique à prévoir.

COMMENT PARTICIPER AUX PODCASTS DES DÉPARTEMENTS ?

Informations et contact sur
www.journaldesdepartement.fr
redaction@journaldesdepartement.fr
Merci de mentionner en objet "Podcast des départements".

LES 10 THEMES QUI FERONT LA CAMPAGNE 2021

Les compétences des collectivités, parfois entremêlées, s'avèrent méconnues des citoyens. On constate de nombreuses confusions, erreurs et approximations.
Au moment du vote, l'électeur se détermine sur des critères et des thèmes bien éloignées des réelles compétences du Département.
La rédaction du Journal des Départements a listé les 10 thèmes qui paraissent les plus importants et vont influer sur le vote.

SÉCURITÉ, SANTÉ, COVID 19, ÉCOLOGIE, NUMÉRIQUE, EDUCATION...

Par Nathalie Bayllot

La lutte contre l'insécurité

Les débats récurrents sur l'ensauvagement de notre société et les récents faits-divers poussent nos concitoyens à s'inquiéter en matière de sécurité. Ils sont de plus en plus nombreux à placer ce thème au premier rang de leurs préoccupations.

La crise sanitaire du Covid 19

Logiquement, il s'agit d'une des priorités des citoyens. La gestion de la crise sanitaire au niveau national et les nombreuses hésitations vont peser sur le vote. Néanmoins, le déconfinement partiel récent est porté au crédit du Président et du Gouvernement. L'implication du niveau local qui a souvent pris le relais de l'Etat est globalement plébiscité.

La santé

Au travers de ce thème, on retrouve principalement l'accès à la santé pour tous. Et particulièrement les difficultés liées à la démographie médicale. Dans de très nombreux départements (même de la région parisienne) on note un déficit de généralistes et de spécialistes. Avec une population globalement vieillissante, cette situation inquiète.

La lutte contre le terrorisme

La menace terroriste paraît élevée, voire très élevée pour nos concitoyens et ils sont très nombreux à considérer que la laïcité est aujourd'hui en danger en France et que l'islamisme a déclaré la guerre à la nation et à la République. Cette menace bénéficie à l'extrême droite considérée plus capable que le gouvernement pour la combattre.

Volet « barométrique »

Popularité de l'exécutif : le déconfinement profite à Emmanuel Macron qui gagne 3 points en mai par rapport à avril dernier avec 41% de Français jugeant qull est « un bon président ». Jean Castex, lui, nen profite guère (0 point) avec une faible popularité de 35% se situant 6 points en dessous de celle de son président

Sondage Odoxa- DENTSU-CONSULTING pour la presse régionale et France Inter

Le rejet d'Emmanuel Macron

Situation assez classique pour ce type d'élection, pour un nombre important d'électeurs, il s'agit de manifester le rejet de la politique menée par le Président de la République. Une sorte de referendum ou de présidentielle anticipée, sans risque. Ce rejet permet la mobilisation d'une frange plus engagée de l'électorat.

La situation économique et les conséquences sur l'emploi

Une très large majorité des habitants estime que la France va connaître une crise économique majeure avec des conséquences importantes sur le chômage et les faillites d'entreprises. Cette inquiétude se retrouve dans toutes les catégories socio-professionnelles. Comme si chacun avait l'impression qu'il faudra bien payer le « quoi qu'il en coûte ».

La protection de l'environnement

Il s'agit d'un des enjeux qui préoccupent le plus « à titre personnel » nos concitoyens. Il est considéré comme prioritaire (sauf pour les électeurs LR et ceux du RN). En revanche nos concitoyens se divisent sur les réponses à apporter refusant pour la moitié d'entre eux les conséquences financières personnelles liés à cette protection.

La sauvegarde des services et commerces de proximité

Les Français apprécient et sont même fiers de leur services publics. Ils regrettent leur disparition principalement dans le milieu rural avec l'impression d'appartenir aux oubliés du développement au profit des métropoles. Ce sentiment est aussi fort en ce qui concerne les commerces à la campagne et dans les villes petites ou moyennes.

L'éducation

Si les Français ont apprécié la façon dont la crise sanitaire a été menée par les acteurs de terrains, ils sont plus sévères sur l'action du Ministère de l'Education Nationale. Plus fondamentalement, on ressent une inquiétude pour l'avenir de l'éducation dans pays, doublé d'une préoccupation sur la violence dans les établissements scolaires et une contestation de la laïcité.

Le pouvoir d'achat

Deux ans après la crise des gilets jaunes, la préoccupation sur le pouvoir d'achat et les prix élevés demeure. Ceci rejoint les inquiétudes économiques et sociales (crainte de perdre son emploi) et se double d'une demande de diminution des taxes et impôts. Les Français craignent que la crise du Covid impacte "très" ou "assez" leurs finances.

BERNARD DE FROMENT, AVOCAT SPÉCIALISÉ EN DROIT PUBLIC

ASSOCIÉ DU CABINET PUBLICA, ANCIEN PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT DE LA CREUSE.

Monsieur de Froment, est-il possible de faire état de son rôle au sein de l'exécutif dans les documents électoraux ?
Rien n'empêche de faire état de son rôle au sein de l'exécutif dans le cadre de la campagne électorale, à condition que cela ne dépasse le bilan de mandat. En effet, l'article L. 52-1 du code électoral interdit d'organiser des campagnes de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion d'une collectivité mais autorise la présentation « par un candidat ou pour son compte, dans le cadre de l'organisation de sa campagne, du bilan de la gestion des mandats qu'il détient ou qu'il a détenus. ». Les dépenses afférentes devront alors être inscrites au compte de campagne du candidat.

«Il faut être très attentif à ne pas confondre le Président, tête de l'exécutif, et le candidat aux élections, président sortant. »

Le cabinet du président à un rôle éminemment politique. Quel doit être son positionnement à l'approche des élections départementales ? Peut-il travailler dans le cadre de la campagne électorale ?
Si le cabinet du Président joue, effectivement, un rôle politique, celui-ci est au service du Président du Département en tant que chef de l'exécutif. Il faut être très attentif à ne pas confondre le Président, tête de l'exécutif, et le candidat aux élections, président sortant. Les membres du cabinet du Président ne doivent donc pas apporter leur aide à la campagne du Président ou des autres candidats durant leur temps de travail.

A défaut, il pourrait être considéré que le département participe au financement de la campagne électorale, ce qui est strictement prohibé par l'article L. 52-8 du code électoral. Ainsi, si les membres du cabinet du Président souhaitent s'investir dans la campagne, ils doivent le faire, comme simples militants, uniquement en dehors de leurs heures de service. De même, les moyens de la collectivité ne doivent pas être utilisés pour faire campagne (impressions, véhicule, etc…).

«Il faut être très attentif à ne pas introduire une certaine confusion entre la communication institutionnelle et la communication électorale. »

La campagne est essentiellement numérique pour les candidats en 2021. Quels sont les points de vigilance que vous préconisez ?
L'immédiateté qui gouverne les échanges numériques et la possibilité de conserver facilement des preuves font peser un risque important d'irrégularités électorales sur les candidats. Il faut être très attentif à ne pas introduire une certaine confusion entre la communication institutionnelle et la communication électorale. Exemple : communiquer depuis la page facebook du Département ou du Président du Département plutôt qu'à partir de celle propre aux candidats.

« Il faut veiller à ne pas utiliser les adresses professionnelles du Département, mais communiquer qu'à partir des adresses personnelles de chacun. »

De même, il faut veiller à ne pas utiliser les adresses professionnelles du Département, mais communiquer qu'à partir des adresses personnelles de chacun. Sinon, il existe un risque que ces échanges soient considérés comme des indices en faveur d'un financement illégal de campagne électoral, par le Département.

« Il n'est pas rare que des militants déçus fassent des captures d'écran de ces échanges pour nourrir la protestation électorale de l'adversaire»

Les échanges de messages dans les boucles whatsapp, signal, télégram doivent également appeler à la vigilance. Il n'est pas rare que des militants déçus fassent des captures d'écran de ces échanges pour nourrir la protestation électorale de l'adversaire.

Un autre point d'attention doit aussi être porté sur le recours aux contenus sponsorisés sur les réseaux sociaux. En application de l'article L. 52-1 du code électoral, il est strictement interdit d'utiliser à des fins de propagande électorale des procédés de publicité commerciale.

« Il convient également de respecter les dates de la campagne officielle et ne plus rien publier après son achèvement. »

Naturellement, il convient également de respecter les dates de la campagne officielle et ne plus rien publier après son achèvement. Cette recommandation s'applique également à des « soutiens stars » qui, bénéficiant d'une importante notoriété, pourraient être tentés, le jour de l'élection, de s'afficher en photo sur les réseaux sociaux avec le candidat en indiquant par exemple « a voté ». Toutes ces publications qui, au regard de leur écho, pourraient être considérées comme ayant altéré la sincérité du scrutin, sont à bannir.

En somme, il faut garder à l'esprit que tout de ce qui est publié ou écrit peut être conservé et que, par conséquent, rien ne doit pouvoir porter préjudice au candidat.

FRANCK PAULHE, DGS DU DÉPARTEMENT DES DEUX-SÈVRES, PRÉSIDENT DE DGC

"La crise a montré le besoin de sens, de simplicité, d'humain"

(DGC : L'ASSOCIATION DES DIRIGEANTS DES GRANDES COLLECTIVITÉS REGROUPE DEPUIS 1995, LES DGS ET LES DGA DES RÉGIONS, DES DÉPARTEMENTS, ET DES COMMUNES ET GROUPEMENTS DE PLUS DE 150.000 HABITANTS)

Crise COVID19 et Loi 4D : ouvrir les possibles

4D , 3DS, … améliorons ensemble pragmatiquement l'administration de la Nation. Depuis de longs mois nous constatons l'éloignement entre les besoins réels et les réflexions.

Le réel : face à un des plus grands défis du pays en temps de paix, chacun à constaté la force des collectivités opérationnelles et proches des citoyens, de l'humain.

Renforcés et redevenus l'échelon structurant et de proximité dans l'immensité des Régions-pays, les Départements ont su utiliser leurs maillages resserrés avec les EHPAD, les SAAD, les habitants et les communes pour répondre aux besoins. Par ex. : masques, EPI, … acquis, colisés et livrés au domicile avec l'appui de leurs agents des routes et le renfort des SDIS.

En action aussi : les communes de toutes tailles, indéfectiblement au contact du quotidien.
Dans un pays a la décision éloignée en crise, ces deux administrations de proximité décriées il y a peu, ont démontré leur pertinence.

Et pourtant, c'est pas faute d'instructions hors sol, ignorant la moitié du sujet en raison par exemple d'une compétence et d'une autorité partagées en apparence comme la restauration scolaire. Décision éloignée, exécution de proximité ne font pas bon ménage.

La crise a montré le besoin de sens, de simplicité, d'humain. Pas d'attente de transferts épuisants de compétences mais des adaptations pragmatiques, des simplifications et réductions du nombre d'acteurs par sujet. « Déparisianiser », arrêter la verticalité de conceptions et de décisions à la traduction opérationnelle impossibles. Au contraire, territorialisez et responsabilisez les collectivités de proximité.
Ce qui est décidé de loin, décidez de laisser décider. Revitalisez en réduisant les niveaux d'administration des actions. Transférez à ceux qui sont au contact des bénéficiaires des services publics. Responsabilisez-les sur leur capacité de réussir.

4R ? Recentrez, Renforcez, Réduisez, Relançons !

JEAN-FRANÇOIS GRIMAUD, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL D'UN ORDRE PROFESSIONNEL, ANCIEN DGS DU DÉPARTEMENT DE LA MAYENNE

L'INNOVATION FRUGALE : UNE OPPORTUNITÉ POUR LA SPHÈRE PUBLIQUE

Faire plus avec moins. Il ne s'agit certainement pas d'une injonction contradictoire. Il s'agirait plutôt d'une invitation à imaginer et agir différemment. Autrement dit, faire le pas de côté, avec modestie et mesure, tout en gardant un fort niveau d'engagement et d'exigence.

L'innovation et la frugalité sont des termes assez inhabituels dans notre répertoire collectif ; et encore plus si on les associe ! Pourtant, à l'heure où un certain désamour de nos concitoyens s'exprime vis-à-vis de la chose publique, il est impératif de gérer avec une extrême rigueur les fonds publics, globalement en contraction, qui nous sont confiés et de les investir au plus près des besoins et des attentes des usagers. C'est assurément, à l'heure des recherches d'optimisation avec le digital et des mutualisations entre structures, ce que font la plus grande partie de nos élus et des agents de nos collectivités.

Trop souvent toutefois, nous avons tendance à reproduire des schémas et des process que nous croyons éprouvés, par automatisme ou simplicité. Nous avons du mal à nous réinventer, à regarder autour de nous, à entendre le collègue ou l'usager, à transversaliser nos sujets, à imaginer une pluralité de solutions à un problème ou un enjeu.

Certains voudraient voir dans l'innovation frugale, surtout dans l'univers public, un effet de mode ou encore quelques théories sur la décroissance. Non, c'est avant tout un état d'esprit agile qui doit être impulsé dans nos collectifs : celui du dialogue et de la co-construction, de la responsabilisation et de l'efficience.

"Nous avons du mal à nous réinventer, à regarder autour de nous, à entendre le collègue ou l'usager, à transversaliser nos sujets, à imaginer une pluralité de solutions à un problème ou un enjeu."

Partir des usages et des besoins crée une formidable opportunité de faire autrement et permet de concevoir des réponses à moindre coût, simples et durables, de bon sens et le plus souvent innovantes. C'est une culture qui doit infuser et inviter chacun à exprimer le meilleur, dans la sobriété.

Comme l'affirme l'indo-franco-américain Navi Radjou, père du concept, « l'innovation frugale est une affaire d'ingéniosité humaine ».

CULTURE POLITIQUE

ENTRE RÉALITÉ, FICTION ET PASSION...

Il ya des films cultes mais aussi des chefs-d'oeuvres du cinéma qui passent parfois à la trappe. Comme il y a des livres célèbres et des pépites littéraires qui ne peuvent être dénichées que par des connaisseurs avertis. Le Journal des Départements sélectionne pour vous les meilleurs séries, les films à ne pas rater et les ouvrages les plus prenants et inspirants pour les élues, cadres territoriaux et plus généralement, pour tous ceux qui se passionnent pour la politique. Bienvenue sur Culture Politique !

L'exercice de l'état

Film français belge
Réalisé par Pierre Schoeller en 2011
Avec Olivier Gourmet, Michel Blanc, Zabou Breitman, Laurent Stocker

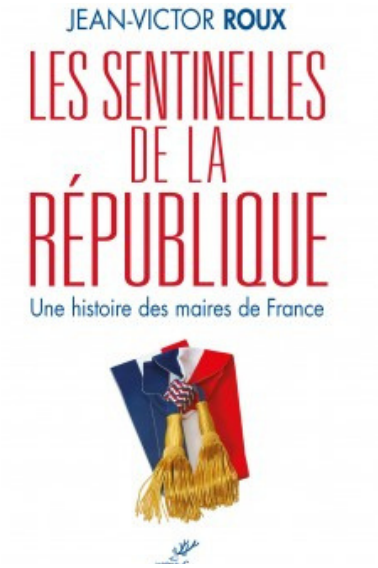
Le ministre des Transports Bertrand Saint-Jean est réveillé en pleine nuit par son directeur de cabinet. Un car a basculé dans un ravin. Il y va, il n'a pas le choix. Ainsi commence l'odyssée d'un homme d'Etat dans un monde toujours plus complexe et hostile. Vitesse, lutte de pouvoirs, chaos, crise économique… Tout s'enchaîne et se percute. Une urgence chasse l'autre. A quels sacrifices les hommes sont-ils prêts ? Jusqu'où tiendront-ils, dans un Etat qui dévore ceux qui le servent ?

La conquête

Film français
Réalisé par Xavier Durringer en 2011
Avec Denis Podalydès, Bernard Le Coq

6 mai 2007, second tour de l'élection présidentielle. Alors que les Français s'apprêtent à élire leur nouveau Président, Nicolas Sarkozy, sûr de sa victoire, reste cloîtré chez lui, en peignoir, sombre et abattu. Toute la journée, il cherche à joindre Cécilia qui le fuit. Les cinq années qui viennent de s'écouler défilent: elles racontent l'irrésistible ascension de Sarkozy, semée de coups tordus, de coups de gueule et d'affrontements en coulisse. La conquête : L'histoire d'un homme qui gagne le pouvoir et perd sa femme.

LIVRES



Les sentinelles de la république une histoire des maires de France

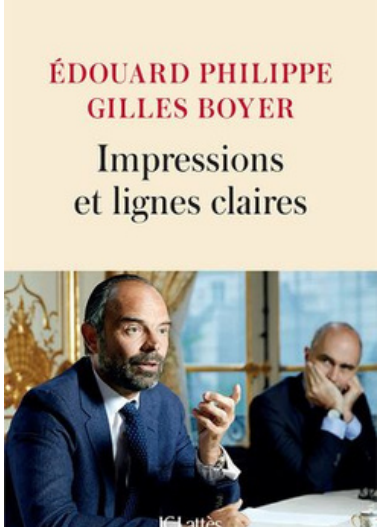
De Jean-Victor Roux / 2020

Defferre à Marseille, Médecin à Nice, Mauroy à Lille, Chaban à Bordeaux, Chirac à Paris, Frêche à Montpellier : à la veille des municipales et en pleine crise des édiles, la fabuleuse histoire nationale et locale d'une institution en danger.
Manque de financement, manque de reconnaissance, manque de pouvoir : les maires sont en colère. Parce qu'ils sont les élus les plus proches des citoyens, leur mission est essentielle : mais peuvent-ils toujours aujourd'hui l'exercer ?

L'envers du décor

De Jean-Pierre Jouyet / 2020

Palmarès Les 100 livres de l'année 2020 - Lire-Magazine Littéraire.
L'ancien secrétaire général de l'Élysée raconte quarante ans de notre vie politique. Chirac, Sarkozy, Hollande, Macron : Jean-Pierre Jouyet a servi quatre présidents de la République. Il a tout vu et (presque) tout connu. De l'Élysée à Bercy, de la Commission européenne à Matignon, il a vu fonctionner l'État de l'intérieur. Avec ses forces et ses faiblesses !
Il a aimé travailler pour l'intérêt général.



Impressions et lignes claires

De Gilles Boyer et Édouard Philippe / 7 avril 2021

Du 15 mai 2017 au 3 juillet 2020, Édouard Philippe a été Premier ministre et Gilles Boyer son conseiller avant d'être élu député européen. Depuis vingt ans, ils ont partagé tous les combats et ont vécu ensemble ces 1145 jours à Matignon. Il en reste des images, des moments, des lieux, des rencontres, des décisions difficiles, des crises violentes et imprévues : en définitive, des impressions qui peuvent, parfois, laisser entrevoir quelques lignes claires.

La surprise du chef

De Joseph Macé-Scaron / 26 mai 2021

À la veille de la prochaine élection présidentielle, les mêmes acteurs s'apprêtent à jouer la même pièce, dans un théâtre vidé de ses spectateurs. Mais quand le pouvoir est à prendre, tout devient possible, y compris - surtout?? - le recours à un homme providentiel.

101 idées pour nos Territoires

De Jean-Philippe Delbonnel
Edition : 26 Juin 2021

Pour faire battre le coeur de la France, le livre de Jean Philippe Delbonnel retrace 2 années d'écriture et de recherche. En effet, l'auteur propose aux collectivités de France, 101 idées à développer dans leur communes. De l'écologie au numérique en passant par l'économie ou même encore l'urbanisme, nul doute que vous trouverez une idée à concrétiser !

SÉRIES

Baron Noir

De Thomas Bourguignon, Stéphanie Carrère
2016 · Drame Politique · 3 saisons
Avec Kad Merad, Niels Arestrup, Anna Mouglalis, François Morel

L'épopée politique et judiciaire de Philippe Rickwaert, député-maire du Nord, porté par une irrépressible soif de revanche sociale. Lors de l'entre-deux tours des élections présidentielles, il voit son avenir politique s'effondrer lorsque son mentor, le candidat de gauche, le sacrifie pour sauver son élection. Déterminé à se réinventer une carrière, Philippe va utiliser élections et temps forts politiques pour s'imposer pas à pas, contre celui qui l'a trahi...

Napoléon

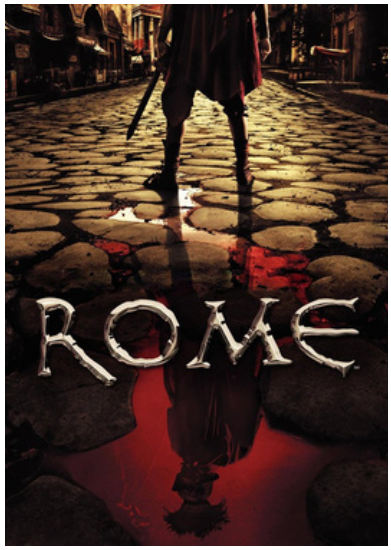
De Yves Simoneau
2002 · Histoire · 1 saison
Avec Christian Clavier, Isabella Rossellini, John Malkovich, Gérard Depardieu

Napoléon Bonaparte, petit militaire Corse est devenu Napoléon, Empereur des Français. Suivez sa vertigineuse ascension d'Arcole à Sainte-Hélène en passant par Austerlitz et Waterloo Jeune général sans affection en 1795, glorieux en Italie l'année suivante, Napoléon BONAPARTE part à la conquête de l'Egypte avant de prendre la tête de l'Etat en 1798.

Marseille

De Dan Franck
2016 · Drame Politique · 2 saisons
Avec Gérard Depardieu, Benoît Magimel, Géraldine Pailhas, Nadia Farès

Robert Taro est maire de Marseille depuis 25 ans. Les prochaines élections municipales vont l'opposer à l'homme qu'il avait choisi pour lui succéder, un jeune loup aux dents longues. Les deux candidats vont se livrer un combat sans merci au terme duquel un seul sortira vainqueur.



Rome

De John Milius, William J. MacDonald, Bruno Heller
2005 · Drame · 2 saisons
Avec Kevin McKidd, Ray Stevenson, James Purefoy, Polly Walker

Les destins de deux soldats romains et de leurs familles alors que la République Romaine est en train de s'effondrer en laissant peu à peu la place à un Empire.

Housse of cards

De Beau Willimon
2013 · Drame · 6 saisons
Avec Kevin Spacey, Robin Wright

Frank Underwood, homme politique rusé et vieux briscard de Washington, est prêt à tout pour conquérir le poste "suprême"...

POUR PASSER COMMANDE
WWW.EXFLUENCE.FR

JOURNALDESDEPARTEMENTS.FR

PODCAST DES DÉPARTEMENTS